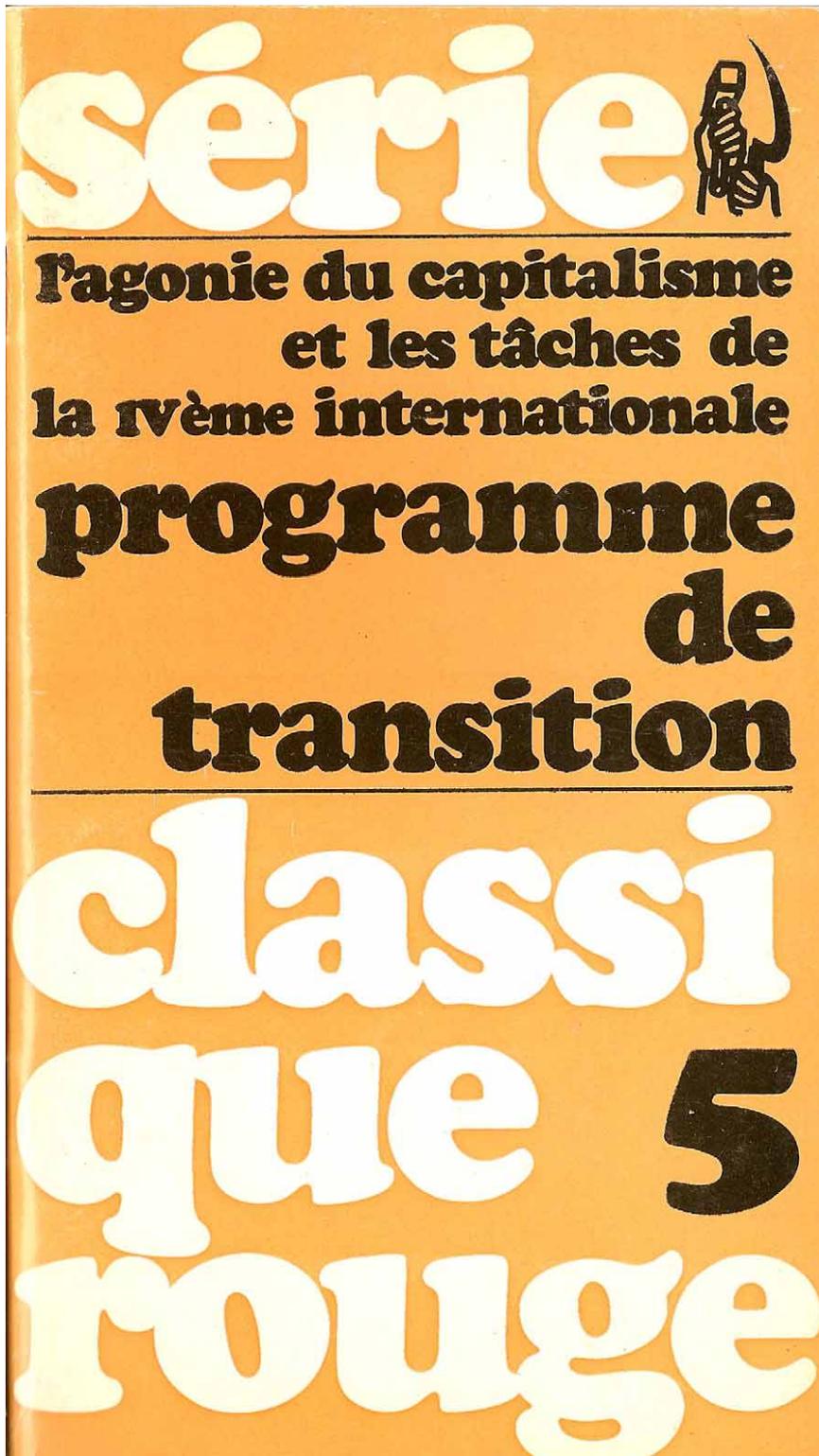


Léon Trotsky

L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale

Programme de transition

suivi de Discussions avec Léon Trotsky sur le Programme de transition



Programme de transition

Les prémisses objectives de la révolution socialiste

La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat.

La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'État et sape les systèmes monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre.

La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est déjà trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle glisse maintenant les yeux fermés vers la catastrophe économique et militaire. Dans les pays historiquement privilégiés, c'est-à-dire ceux où elle peut encore se permettre, pendant quelque temps, le luxe de la démocratie au compte de l'accumulation nationale antérieure (Grande-Bretagne, France, États-Unis, etc.), tous les partis traditionnels du capital se trouvent dans une situation de désarroi qui frise, par moments, la paralysie de la volonté. Le New Deal, malgré le caractère résolu dont il faisait étalage dans sa première période, ne représente qu'une forme particulière de désarroi, qui ne peut exister que dans un pays où la bourgeoisie a pu accumuler des richesses incalculables. La crise actuelle, qui est encore loin d'avoir dit son dernier mot, a déjà pu montrer que la politique du New Deal aux États-Unis, pas plus que la politique du Front populaire en France, n'ouvre aucune issue qui permette de tirer l'économie de son impasse.

Le tableau des relations internationales n'a pas meilleur aspect. Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes entre puissances impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Abyssinie, Espagne, Extrême-Orient, Europe centrale...) doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial. Bien entendu, la bourgeoisie se rend compte du danger mortel qu'une nouvelle guerre représente pour sa domination. Mais elle est actuellement infiniment moins capable de prévenir la guerre qu'à la veille de 1914.

Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore « mûres » pour le socialisme ne sont que le produit

de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres ; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la période historique qui vient, c'est la civilisation tout entière qu'une catastrophe menace d'emporter. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire.

Le prolétariat et sa direction

L'économie, l'État, la politique de la bourgeoisie et ses relations internationales sont profondément atteints par une crise sociale caractéristique de la situation prérévolutionnaire de la société. Le principal obstacle dans la voie de la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire, c'est le caractère opportuniste de la direction du prolétariat, sa couardise petite-bourgeoise devant la grande bourgeoisie, les liens traîtres qu'elle maintient avec celle-ci, même dans son agonie.

Dans tous les pays, le prolétariat est saisi d'une profonde angoisse. Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais, chaque fois, elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs.

Le prolétariat espagnol a fait, depuis avril 1931, une série de tentatives héroïques pour prendre dans ses mains le pouvoir et la direction des destinées de la société. Cependant, ses propres partis – social-démocrate, stalinien, anarchiste et POUM – ont, chacun à sa manière, joué le rôle de frein et préparé ainsi le triomphe de Franco.

En France, la puissante vague de grèves avec occupation, particulièrement en juin 1936, a bien montré que le prolétariat était tout à fait prêt à renverser le système capitaliste. Cependant, les organisations dirigeantes, socialistes, staliniennes et syndicalistes, ont réussi, sous l'étiquette du Front populaire, à canaliser et endiguer, au moins momentanément, le torrent révolutionnaire.

La vague sans précédent de grèves avec occupation des usines et la croissance prodigieusement rapide des syndicats industriels aux États-Unis (CIO) sont l'expression la plus indiscutable de l'aspiration instinctive des ouvriers américains à s'élever au niveau des tâches que l'histoire leur assigne. Cependant, ici aussi, les organisations dirigeantes, y compris le CIO nouvellement créé, font tout ce qu'elles peuvent pour contenir et paralyser la pression révolutionnaire des masses.

Le passage définitif du Komintern (l'Internationale communiste) du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le

monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux États-Unis et dans les autres pays « démocratiques », ont créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial. Se plaçant sous le drapeau de la révolution d'Octobre, la politique conciliatrice des « Fronts populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme.

Les « Fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. Du point de vue de l'histoire, ces deux ressources ne relèvent toutefois que de l'illusion. La putréfaction du capitalisme continue aussi bien sous le signe du bonnet phrygien en France que sous celui du svastika en Allemagne. Seul, le renversement du capitalisme peut ouvrir une issue.

L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traîtres – de la législation « sociale » de Léon Blum aux procès truqués de Staline –, ceux-ci ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. Plus on ira, plus leurs efforts désespérés pour retenir la roue de l'histoire démontreront clairement aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la IV^e Internationale.

Programme minimum et programme de transition

La tâche stratégique de la prochaine période – période prérévolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation – consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et l'immaturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses à trouver, au cours de leurs luttes quotidiennes, ce qui fera le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de **REVENDICATIONS TRANSITOIRES**, qui partent des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et qui conduisent invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.

La social-démocratie classique, qui développa son action à l'époque où le capitalisme était progressiste, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre : le PROGRAMME MINIMUM, qui se bornait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise, et le PROGRAMME MAXIMUM, qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'en avait nul besoin, car de socialisme, elle ne parlait que les jours de fête.

Le Komintern est entré dans la voie de la social-démocratie à l'époque du capitalisme pourrissant, une époque où il ne peut plus du tout être question de réformes sociales systématiques, ni de l'élévation du niveau de vie des masses, quand la bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, « déflation », vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.) ; quand chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressiste de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement à sortir des limites que fixent la propriété capitaliste et l'État bourgeois.

La tâche stratégique de la IV^e Internationale consiste non pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat afin d'exproprier la bourgeoisie. L'accomplissement de cette tâche stratégique est toutefois inconcevable si l'on ne porte pas l'attention la plus minutieuse à toutes les questions de tactique, même petites et partielles. Toutes les fractions du prolétariat, l'ensemble de ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener ce combat en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum », là où elles peuvent avoir gardé quelque souffle de vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle replace ce travail de tous les jours dans le cadre d'une perspective juste et concrète, c'est-à-dire révolutionnaire. Dans la mesure où les vieilles revendications partielles « minimum » des masses se heurtent aux tendances destructives et dégradantes du capitalisme décadent – et cela se produit à chaque pas –, la IV^e Internationale met en avant un système de REVENDICATIONS TRANSITOIRES dont le sens est de se diriger de plus en plus ouvertement

et résolument contre les bases mêmes du régime bourgeois. Le vieux « programme minimum » est constamment dépassé par le PROGRAMME DE TRANSITION dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.

Échelle mobile des salaires et échelle mobile des heures de travail

Dans les conditions du capitalisme en décomposition, les masses continuent à vivre la morne vie d'opprimés qui, maintenant plus que jamais, sont menacés d'être précipités dans l'abîme du paupérisme. Elles sont contraintes de défendre leur morceau de pain, même si elles ne peuvent l'augmenter ou l'améliorer. Il n'y a ni possibilité ni nécessité d'énumérer ici les diverses revendications partielles qui surgissent chaque fois des circonstances concrètes, nationales, locales, professionnelles. Mais deux maux économiques fondamentaux dans lesquels se résume l'absurdité croissante du système capitaliste, à savoir le CHÔMAGE et la CHERTÉ DE LA VIE, exigent des mots d'ordre et des méthodes de lutte généralisés.

La IV^e Internationale déclare une guerre implacable à la politique des capitalistes qui, pour une part considérable, est celle de leurs agents, les réformistes, une politique qui tend à faire retomber sur les travailleurs tout le fardeau du militarisme, de la crise, de la désorganisation des systèmes monétaires et autres maux de l'agonie capitaliste. Elle revendique du TRAVAIL et une EXISTENCE DIGNE pour tous.

Ni l'inflation monétaire, ni la stabilité du coût de la vie ne peuvent servir de mots d'ordre au prolétariat, car ce sont les deux bouts d'un seul et même bâton. Contre la hausse rapide des prix, qui prendra un caractère de plus en plus débridé au fur et à mesure que la guerre se rapprochera, on ne peut lutter qu'avec le mot d'ordre de L'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES. Les contrats collectifs doivent assurer l'augmentation automatique des salaires, en fonction de la hausse des prix des articles de consommation.

Sous peine de se vouer lui-même à la dégénérescence, le prolétariat ne peut tolérer la transformation d'une partie croissante des ouvriers en chômeurs chroniques, en miséreux vivant des miettes d'une société en décomposition. Le DROIT AU TRAVAIL est le seul droit sérieux qu'ait l'ouvrier dans une société fondée sur l'exploitation. Cependant, ce droit ne cesse de lui être contesté. Contre le chômage, tant « structurel » que « conjoncturel », il est temps de lancer, en même temps que le mot d'ordre des travaux d'utilité publique, celui de L'ÉCHELLE MOBILE DES

HEURES DE TRAVAIL. Les syndicats et les autres organisations de masse doivent lier ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas par un engagement mutuel de solidarité. Le travail disponible doit être réparti entre tous les bras disponibles, cette répartition déterminant la durée de la semaine de travail. Le salaire moyen de chaque ouvrier reste le même qu'avec l'ancienne semaine de travail. Le salaire, avec un MINIMUM strictement assuré, suit le mouvement des prix. Aucun autre programme ne peut être accepté pour l'actuelle période de catastrophes.

Les possédants et leurs avocats démontreront le « caractère irréalisable » de ces revendications. Les capitalistes de moindre taille, surtout ceux que la ruine menace, invoqueront, en outre, leurs livres de comptes. Les ouvriers rejeteront catégoriquement ces arguments et ces prétextes. Il ne s'agit pas du heurt « normal » d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. C'est une question de vie ou de mort pour la seule classe créatrice et progressiste et, par là même, c'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications que font surgir de façon inéluctable les maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La « possibilité » ou l'« impossibilité » de réaliser ces revendications est, dans le cas présent, une question de rapport de forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Au travers de cette lutte, et quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront, plus que de toute autre façon, la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste.

Les syndicats à l'époque de transition

Dans la lutte pour les revendications partielles et transitoires, les ouvriers ont actuellement plus que jamais besoin d'organisations de masse, avant tout de syndicats. Le puissant développement des syndicats en France et aux États-Unis est la meilleure réponse aux doctrinaires ultra-gauches de la passivité qui prêchaient que les syndicats « avaient fait leur temps ».

Les bolcheviks-léninistes se tiennent au premier rang de toutes les formes de lutte, même là où il ne s'agit que des intérêts matériels ou des droits démocratiques les plus modestes de la classe ouvrière. Ils prennent une part active à la vie des syndicats de masse, cherchant à les renforcer et à élever leur combativité. Ils luttent de manière implacable contre toutes les tentatives de soumettre les syndicats à l'État bourgeois, de lier les mains du prolétariat par « l'arbitrage obligatoire » et par toutes les formes de mise sous tutelle policière, non seulement fasciste, mais aussi « démocratique ». C'est seulement sur la base de ce travail qu'il est possible de lutter avec succès à l'intérieur des syndicats contre la

bureaucratie réformiste, stalinienne y compris. Les tentatives sectaires d'édifier ou de maintenir des petits syndicats « révolutionnaires » comme une réplique du parti signifient renoncer, en fait, à lutter pour la direction de la classe ouvrière. Il faut poser ici comme un principe intangible que l'auto-isollement capitulaire hors des syndicats de masse, qui revient à trahir la révolution, est incompatible avec l'appartenance à la IV^e Internationale.

En même temps, la IV^e Internationale rejette et condamne résolument tout fétichisme syndical, ce qui est le propre aussi bien des trade-unionistes que des syndicalistes.

- a) Les syndicats n'ont pas et, vu leurs tâches, leur composition et le caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé ; c'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le PARTI. L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV^e Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition.
- b) Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière et, d'ailleurs, essentiellement ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier. À ces moments-là, il est nécessaire de créer des organisations ad hoc, qui embrassent toute la masse en lutte : les COMITÉS DE GRÈVE, les COMITÉS D'USINE et, enfin, les SOVIETS.
- c) En tant qu'organisation des couches supérieures du prolétariat, les syndicats, comme en témoigne toute l'expérience historique, y compris celle toute fraîche des syndicats anarcho-syndicalistes d'Espagne, développent de puissantes tendances à la conciliation avec le régime démocratique bourgeois. Dans les périodes de lutte de classe aiguë, les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le rendre inoffensif. Cela se produit déjà lors de simples grèves, et donc tout particulièrement lors des grèves de masse avec occupation qui ébranlent le principe de la propriété bourgeoise. En temps de guerre ou de révolution, quand la situation de la bourgeoisie devient extrêmement difficile, les dirigeants syndicaux se transforment habituellement en ministres de la bourgeoisie.

C'est pourquoi les sections de la IV^e Internationale doivent constamment s'efforcer non seulement de renouveler l'appareil des syndicats en proposant hardiment et résolument dans les moments critiques de

nouveaux leaders prêts à la lutte à la place des permanents routiniers et des carriéristes, mais encore de créer, dans tous les cas où cela est possible, des organisations de combat indépendantes qui répondent mieux aux tâches de la lutte des masses contre la société bourgeoise, sans se laisser arrêter même par une rupture ouverte avec l'appareil conservateur des syndicats, quand cela est nécessaire. S'il est criminel de tourner le dos aux organisations de masse pour entretenir des fictions sectaires, il n'est pas moins criminel de tolérer passivement que le mouvement révolutionnaire des masses soit subordonné au contrôle de cliques bureaucratiques ouvertement réactionnaires ou conservatrices masquées (« progressistes »). Les syndicats ne sont pas une fin en soi, mais seulement un des moyens à employer dans la marche à la révolution prolétarienne.

Les comités d'usine

Le mouvement ouvrier de l'époque de transition n'a pas un caractère régulier et égal, mais fiévreux et explosif. Les mots d'ordre, de même que les formes d'organisation, doivent être subordonnés à ces particularités du mouvement. La direction, en se gardant de la routine comme de la peste, doit prêter une oreille attentive à toute initiative des masses elles-mêmes.

Les GRÈVES AVEC OCCUPATION D'USINE, une des plus récentes manifestations d'une telle initiative, sortent des limites du régime capitaliste « normal ». Indépendamment des revendications des grévistes, le fait qu'ils s'emparent pour un temps des entreprises porte un coup à l'idole de la propriété capitaliste. Toute grève avec occupation pose de façon pratique la question de savoir qui est le maître dans l'usine : le capitaliste ou les ouvriers.

Si la grève avec occupation soulève par moments cette question, le COMITÉ D'USINE donne à cette même question une expression organisée. Élu par tous les ouvriers et employés de l'entreprise, le comité d'usine crée d'un coup un contrepoids à la volonté de la direction.

À la critique que les réformistes font des patrons de l'ancienne école, ceux qu'on nomme « de droit divin », du genre de Ford, en les opposant aux « bons » exploiters « démocratiques », nous opposons le mot d'ordre des comités d'usine comme centres de lutte contre les uns et les autres.

Les bureaucrates syndicaux s'opposeront, en règle générale, à la création de ces comités, de même qu'ils s'opposeront à tout pas hardi dans la voie de la mobilisation des masses. Il sera, cependant, d'autant plus facile de briser leur opposition que le mouvement aura plus d'ampleur. Là où l'affiliation obligatoire des ouvriers au syndicat (closed shop) existe déjà dans les périodes « calmes », le comité coïncidera formellement avec

l'organe du syndicat, mais il en renouvellera la composition et en élargira les fonctions. Mais ce qui fait surtout la valeur de ces comités, c'est de devenir des états-majors de combat pour les couches ouvrières auxquelles le syndicat n'est, en général, pas capable de s'adresser. C'est d'ailleurs précisément de ces couches les plus exploitées que sortiront les détachements les plus dévoués à la révolution.

Dès l'apparition du comité, il s'établit en fait une dualité de pouvoir dans l'usine. Par son essence même, elle est un état transitoire, car elle porte en elle deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien. La valeur essentielle des comités d'usine réside précisément en ce qu'ils ouvrent une période, sinon directement révolutionnaire, du moins prérévolutionnaire, entre le régime bourgeois et le régime prolétarien. Que la propagande pour les comités d'usine ne soit ni prématurée ni artificielle, en témoignent de la meilleure façon les vagues d'occupations d'usines qui ont déferlé sur un certain nombre de pays. De nouvelles vagues de ce genre sont inévitables dans un prochain avenir. Il est indispensable d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste.

Le « secret commercial » et le contrôle ouvrier sur l'industrie

Le capitalisme libéral, fondé sur la concurrence et la liberté du commerce, appartient désormais tout entier à un lointain passé. Le capitalisme des monopoles, qui a pris sa relève, non seulement n'a pas réduit l'anarchie du marché, mais lui a donné, au contraire, un caractère particulièrement convulsif. La nécessité d'un « contrôle » sur l'économie, d'une « direction » étatique de l'industrie et d'une « planification » est maintenant reconnue – au moins en paroles – par presque tous les courants de la pensée bourgeoise et petite-bourgeoise, du fascisme à la social-démocratie. Pour les fascistes, il s'agit surtout d'un pillage « planifié » du peuple à des fins militaires. Les sociaux-démocrates cherchent à vider l'océan de l'anarchie avec la cuillère d'une « planification » bureaucratique. Les ingénieurs et les universitaires écrivent des articles sur la « technocratie ». Dans leurs tentatives timorées de « réguler » l'économie, les gouvernements démocratiques se heurtent au sabotage insurmontable du grand capital.

Le fait que messieurs les « réformateurs », saisis d'une sainte émotion, s'arrêtent au seuil des trusts, avec leurs « secrets » industriels et commerciaux, caractérise on ne peut mieux le véritable rapport entre exploités et « contrôleurs » démocratiques. Ici règne le principe de « non-ingérence ». Les comptes entre le capitaliste individuel et la société

restent un secret du capitaliste : cela ne regarde pas la société. Le « secret » commercial est toujours justifié, comme à l'époque du capitalisme libéral, par les exigences de la « concurrence ». En réalité, les trusts n'ont pas de secrets l'un pour l'autre. Le secret commercial, à l'époque actuelle, participe d'un complot permanent du capital monopolistique contre la société. Les projets de limitation de l'absolutisme de « patrons de droit divin » restent de lamentables farces tant que les propriétaires privés des moyens sociaux de production peuvent cacher aux producteurs et aux consommateurs toute la mécanique de l'exploitation, du pillage, de la fraude. L'abolition du « secret commercial » est le premier pas vers un véritable contrôle de l'industrie.

Les ouvriers n'ont pas moins de droits que les capitalistes à connaître les « secrets » de l'entreprise, du trust, de la branche d'industrie, de l'économie dans son ensemble. Ce sont d'abord les banques, l'industrie lourde et les transports qu'il faut mettre sous la cloche d'observation.

Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclairer quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée ; à déterminer quelle part du revenu national s'approprient réellement chaque capitaliste individuel et l'ensemble des exploités ; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries auxquelles se livrent les banques et les trusts ; à révéler enfin, devant toute la société, quel effroyable gaspillage de travail humain résulte de l'anarchie capitaliste et de la course au profit mise à nu.

Aucun fonctionnaire de l'État bourgeois ne peut mener à bien ce travail, quels que soient les pouvoirs dont on veuille l'investir. Le monde entier a été témoin de l'impuissance du président Roosevelt et du président du Conseil Léon Blum face au complot des « 60 » ou des « 200 familles ». Pour briser la résistance des exploités, il faut la pression du prolétariat. Les comités d'usine, et eux seuls, peuvent assurer un véritable contrôle sur la production, en faisant appel – comme conseillers et non comme « technocrates » – à des spécialistes honnêtes et dévoués à la population : comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc.

— — —

En particulier, on ne peut envisager la lutte contre le chômage sans une vaste et hardie organisation de GRANDS TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE. Mais ces grands travaux ne peuvent s'inscrire dans la durée et le progrès, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils participent d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers des entreprises privées qui ont fermé en raison de la crise revendiqueront la reprise de leur activité au

service de la collectivité. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers.

L'élaboration – du point de vue des intérêts des travailleurs, et non de ceux des exploités – d'un plan économique, même le plus élémentaire, est inconcevable sans contrôle ouvrier, sans que les ouvriers plongent leurs regards dans tous les rouages apparents et cachés de l'économie capitaliste. Les comités des diverses entreprises devront se réunir en conférences afin d'élire des comités au niveau des trusts, des branches d'industrie, des régions économiques, et finalement de toute l'industrie du pays. Ainsi, le contrôle ouvrier deviendra L'ÉCOLE DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE. Par l'expérience de ce contrôle, le prolétariat se sera préparé à diriger directement l'industrie nationalisée quand l'heure en aura sonné.

Aux capitalistes, principalement des petites et moyennes entreprises, qui proposent parfois eux-mêmes d'ouvrir leurs livres de comptes aux ouvriers – surtout pour leur démontrer la nécessité de diminuer les salaires –, les ouvriers répondront que ce qui les intéresse, ce n'est pas la comptabilité de banqueroutiers ou de semi-banqueroutiers isolés, mais la comptabilité de tous les exploités. Les ouvriers ne peuvent ni ne veulent adapter leur niveau de vie aux intérêts de capitalistes particuliers devenus victimes de leur propre système. La tâche consiste à reconstruire tout le système de production et de distribution sur des bases plus rationnelles et plus justes. Si l'abolition du secret commercial est la condition nécessaire du contrôle ouvrier, ce contrôle est le premier pas dans la voie de la direction socialiste de l'économie.

L'expropriation de certains groupes capitalistes

Le programme socialiste de l'expropriation des expropriés, c'est-à-dire du renversement politique de la bourgeoisie et de l'abolition de sa domination économique, ne doit en aucun cas nous empêcher, dans la présente période de transition, de revendiquer, lorsque l'occasion s'en présente, l'expropriation de certaines branches d'industrie, vitales pour le pays, ou de groupes de la bourgeoisie parmi les plus parasitaires.

Ainsi, aux lamentations geignardes de messieurs les démocrates sur la dictature des « 60 familles » aux États-Unis ou des « 200 familles » en France, nous opposons la revendication de l'expropriation de ces 60 ou 200 féodaux du capitalisme.

Exactement de la même façon, nous revendiquons l'expropriation des monopoles dans l'industrie de guerre, les chemins de fer, les plus importantes sources de matières premières, etc.

Ce qui distingue ces revendications du mot d'ordre réformiste volontairement flou de « nationalisation », c'est que :

- 1) Nous excluons le rachat ;
- 2) Nous prévenons les masses contre les charlatans du Front populaire qui, tout en prônant la nationalisation, restent en fait les agents du capital ;
- 3) Nous appelons les masses à ne compter que sur leur force révolutionnaire ;
- 4) Nous relierons le problème de l'expropriation à la question du pouvoir ouvrier et paysan.

La nécessité d'avancer le mot d'ordre de l'expropriation dans L'AGITATION quotidienne, donc au cas par cas, et non pas de façon seulement PROPAGANDISTE, sous sa forme générale, est dictée par le fait que les diverses branches de l'industrie se trouvent à des niveaux de développement différents, occupent des places différentes dans la vie de la société et passent par divers stades de la lutte des classes. Seule la montée révolutionnaire générale du prolétariat peut mettre à l'ordre du jour l'expropriation générale de la bourgeoisie. L'objet des revendications transitoires est de préparer le prolétariat à résoudre ce problème.

L'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit

L'impérialisme signifie la domination du CAPITAL FINANCIER. À côté des consortiums et des trusts, et souvent au-dessus d'eux, les BANQUES concentrent dans leurs mains le commandement réel de l'économie. Par leur structure, les banques reflètent, sous une forme concentrée, toute la structure du capitalisme contemporain : elles combinent les tendances au MONOPOLE avec celles à L'ANARCHIE. Elles organisent des miracles de technique, des entreprises gigantesques, des trusts puissants ; et elles organisent aussi la vie chère, les crises et le chômage. Il est impossible de faire un seul pas sérieux dans la lutte contre le despotisme des monopoles et l'anarchie capitaliste, qui se complètent dans leur œuvre de destruction, si on laisse les leviers de commande des banques dans les mains des rapaces du capitalisme. Afin de réaliser un système unique d'investissement et de crédit, selon un plan rationnel qui corresponde aux intérêts de toute la population, il faut fusionner toutes les banques en une institution nationale unique. Seules l'expropriation des banques privées et la concentration de tout le système de crédit entre les mains de l'État donneront à ce dernier les réels moyens nécessaires, c'est-à-dire matériels et pas seulement fictifs et bureaucratiques, à la planification de l'économie.

L'expropriation des banques ne signifie en aucun cas l'expropriation des petits dépôts bancaires. Au contraire : pour les petits déposants, la BANQUE D'ÉTAT UNIQUE pourra créer des conditions plus favorables que les banques privées. De la même façon, seule cette banque d'État pourra établir des conditions de crédit avantageuses, c'est-à-dire à bon marché, pour les fermiers, les artisans et les petits commerçants. Fait encore plus important, cependant, toute l'économie, et avant tout l'industrie lourde et les transports, dirigée par un état-major financier unique, servira les intérêts vitaux des ouvriers et de tous les autres travailleurs.

L'ÉTATISATION DES BANQUES ne produira toutefois ces résultats salutaires que si le pouvoir d'État lui-même passe entièrement des mains des exploités aux mains des travailleurs.

Les piquets de grève, les groupes de défense, la milice ouvrière, l'armement du prolétariat

Les grèves avec occupation sont un très sérieux avertissement que les masses adressent, non seulement à la bourgeoisie, mais aussi aux organisations ouvrières, y compris la IV^e Internationale. En 1919-1920, les ouvriers italiens s'emparèrent des entreprises de leur propre initiative, signifiant ainsi à leurs « chefs » l'entrée en scène de la révolution sociale. Les « chefs » ne tinrent pas compte du signal. Le résultat fut la victoire du fascisme.

Les grèves avec occupation ne sont pas encore la prise des usines, à la manière italienne, mais elles constituent un pas décisif dans cette voie. La crise actuelle peut exacerber le déroulement de la lutte des classes jusqu'à un point extrême et rapprocher le moment de son dénouement. Il ne faut cependant pas croire qu'une situation révolutionnaire surgit d'un seul coup. En réalité, son approche est marquée par toute une série de convulsions. L'une d'entre elles est la vague de grèves avec occupation d'usines. La tâche des sections de la IV^e Internationale consiste à aider l'avant-garde prolétarienne à comprendre le caractère général et les rythmes de notre époque, et à féconder à temps la lutte des masses par des mots d'ordre de plus en plus résolus et par des mesures qui les organisent en vue du combat.

L'exacerbation de la lutte du prolétariat a pour pendant l'exacerbation des méthodes avec lesquelles le capital contre-attaque. De nouvelles vagues de grèves avec occupation peuvent provoquer et provoqueront infailliblement des contre-mesures énergiques de la part de la bourgeoisie. D'ores et déjà, on s'active à les préparer dans les états-majors des trusts. Malheur aux organisations révolutionnaires, malheur au prolétariat, s'ils se trouvent de nouveau pris au dépourvu !

La bourgeoisie ne se contente nulle part de la police officielle et de l'armée. Aux États-Unis, même dans les périodes « calmes », elle entretient des détachements militarisés de jaunes et de bandes armées privées dans les usines. Il faut y ajouter maintenant les bandes de nazis américains. À la première approche du danger, la bourgeoisie française a mobilisé des détachements fascistes semi-légaux et illégaux jusqu'à l'intérieur de l'armée officielle. Il suffira que les ouvriers anglais augmentent de nouveau leur poussée pour qu'immédiatement les bandes de lord Mosley doublent, triplent, décuplent en nombre et se lancent dans une croisade sanglante contre les ouvriers. La bourgeoisie se rend parfaitement compte qu'à l'époque actuelle, la lutte des classes tend irrésistiblement à se transformer en guerre civile. Les exemples de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne et d'autres pays ont appris

beaucoup plus aux magnats et aux laquais du capital qu'aux chefs officiels du prolétariat.

Les politiciens de la II^e et de la III^e Internationales, de même que les bureaucrates des trade-unions, ferment consciemment les yeux sur l'armée privée de la bourgeoisie ; sinon, ils ne pourraient maintenir vingt-quatre heures leur alliance avec elle. Les réformistes inculquent systématiquement aux ouvriers l'idée que la sacro-sainte démocratie est assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés.

Le devoir de la IV^e Internationale est d'en finir, une fois pour toutes, avec cette politique servile. Les démocrates petits-bourgeois – y compris les sociaux-démocrates, les staliniens et les anarchistes – crient d'autant plus fort à la lutte contre le fascisme que, dans la réalité, ils capitulent plus lâchement devant lui. Seuls des détachements ouvriers armés qui sentent derrière eux le soutien de dizaines de millions de travailleurs peuvent s'opposer victorieusement aux bandes du fascisme. La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine et finit dans la rue. Les jaunes et les policiers privés dans les usines sont les noyaux de l'armée du fascisme. Les PIQUETS DE GRÈVE OUVRIERS sont les noyaux de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. À l'occasion de chaque grève, de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de créer des DÉTACHEMENTS OUVRIERS D'AUTODÉFENSE. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. Il faut organiser des détachements d'autodéfense partout où c'est possible, à commencer par les organisations de jeunes, et les entraîner au maniement des armes.

Une nouvelle vague du mouvement des masses doit servir, non seulement à accroître le nombre de ces détachements, mais encore à les unifier, par quartiers, par villes, par régions. Il faut donner une expression organisée à la haine légitime des ouvriers pour les jaunes et les bandes de gangsters et de fascistes. Il faut lancer le mot d'ordre de la MILICE OUVRIÈRE, comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières.

C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux, d'agitation et d'organisation, toujours en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, qu'on peut extirper de leur conscience les traditions de soumission et de passivité ; éduquer des détachements de combattants héroïques, capables de donner l'exemple à tous les travailleurs ; infliger une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution ; accroître la confiance en eux-mêmes des exploités ;

discréditer le fascisme aux yeux de la petite bourgeoisie et frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat.

Engels définissait l'État comme des « bandes d'hommes armés ». L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT est une composante indispensable de sa lutte émancipatrice. Quand le prolétariat le voudra, il trouvera les voies et les moyens de s'armer. La direction, dans ce domaine aussi, incombe naturellement aux sections de la IV^e Internationale.

L'alliance des ouvriers et des paysans

L'ouvrier agricole est, à la campagne, le pendant et le frère d'armes de l'ouvrier d'industrie. Ce sont deux parties d'une seule et même classe. Leurs intérêts sont inséparables. Le programme des revendications transitoires des ouvriers d'industrie est aussi, avec tels ou tels changements, le programme du prolétariat agricole.

Les paysans (les fermiers) représentent une autre classe : la petite bourgeoisie du village. La petite bourgeoisie se compose de couches diverses, depuis les semi-prolétaires jusqu'aux exploités. C'est pourquoi la tâche politique du prolétariat industriel consiste à faire pénétrer la lutte de classe au village : c'est seulement ainsi qu'il pourra y détacher ses alliés de ses ennemis.

Les particularités du développement national de chaque pays trouvent leur expression la plus vive dans la situation des paysans et, partiellement, de la petite bourgeoisie citadine (artisans et commerçants), car ces classes, pour importantes qu'elles soient en nombre, représentent au fond des survivances de formes précapitalistes de production. Les sections de la IV^e Internationale doivent élaborer, de la façon la plus concrète possible, des programmes de revendications transitoires pour les paysans (fermiers) et la petite bourgeoisie citadine, qui correspondent aux conditions de chaque pays. Les ouvriers avancés doivent apprendre à donner des réponses claires et concrètes aux questions de leurs futurs alliés.

Tant que le paysan reste un petit producteur « indépendant », il a besoin de prêts à bon marché, de machines agricoles et d'engrais à des prix qui lui soient accessibles, de conditions favorables de transport et d'une organisation honnête des débouchés pour ses produits agricoles. Or, les banques, les trusts, les négociants pillent le paysan de tous côtés. Seuls les paysans eux-mêmes peuvent mettre fin à ce pillage, avec l'aide des ouvriers. Il faut que surgissent des COMITÉS DE PETITS PAYSANS qui, de concert avec les comités ouvriers et les comités d'employés de banque, prendront en mains le contrôle des opérations de transport, de crédit et de commerce qui intéressent l'agriculture.

Invoquant de façon mensongère les exigences « démesurées » des ouvriers, la grande bourgeoisie transforme habilement la question du PRIX DES MARCHANDISES en un coin qu'elle introduit ensuite entre les ouvriers et les paysans, entre les ouvriers et la petite bourgeoisie des villes. Le paysan, l'artisan, le petit commerçant, à la différence de l'ouvrier, de l'employé, du petit fonctionnaire, ne peut revendiquer une augmentation de salaire qui corresponde à la hausse des prix. La lutte officielle, bureaucratique, contre la vie chère ne sert qu'à tromper les masses. Les paysans, les artisans, les commerçants peuvent cependant, en tant que consommateurs, main dans la main avec les ouvriers, s'immiscer activement dans la politique des prix. Aux lamentations des capitalistes sur les frais de production, de transport et de commercialisation, les consommateurs répondront : « Montrez-nous vos livres ; nous exigeons le contrôle sur la politique des prix. » Des COMITÉS DE SURVEILLANCE DES PRIX, formés de délégués d'usines, des syndicats, de coopératives, d'organisations paysannes, de petites gens des villes, de ménagères, etc., doivent se faire les organes d'un tel contrôle. De cette façon, les ouvriers sauront montrer aux paysans que la cause des prix élevés ne réside pas dans des salaires élevés, mais dans les profits exorbitants des capitalistes et les faux frais de l'anarchie capitaliste.

— — —

Le programme de NATIONALISATION DE LA TERRE et de COLLECTIVISATION DE L'AGRICULTURE doit être élaboré de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée. Le paysan restera propriétaire de son lot de terre tant que lui-même l'estimera nécessaire et possible. Pour réhabiliter le programme socialiste aux yeux des paysans, il faut dénoncer sans pitié les méthodes staliniennes de collectivisation, que dictent les intérêts de la bureaucratie et non pas les intérêts des paysans ou des ouvriers.

L'expropriation des expropriateurs ne signifie pas non plus la dépossession forcée des petits artisans et des petits boutiquiers. Au contraire, le contrôle ouvrier sur les banques et les trusts, et à plus forte raison leur nationalisation, peuvent créer pour la petite bourgeoisie citadine des conditions de crédit, d'achat et de vente incomparablement plus favorables que sous la domination sans limite des monopoles. La dépendance envers le capital privé fera place à la dépendance envers l'État, qui sera d'autant plus respectueux de ses petits collaborateurs et agents que les travailleurs eux-mêmes tiendront plus fermement l'État dans leurs mains.

La participation pratique des paysans exploités au contrôle des divers domaines de l'économie leur permettra de décider eux-mêmes s'il leur est plus profitable ou pas de passer au travail collectif de la terre, dans quels délais et à quelle échelle. Les ouvriers de l'industrie s'engagent à apporter toute leur collaboration aux paysans dans cette voie : par l'intermédiaire des syndicats, des comités d'usine et, surtout, du gouvernement ouvrier et paysan.

L'alliance que le prolétariat propose, non pas aux « classes moyennes » en général, mais aux couches exploitées de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, contre tous les exploiters, y compris les exploiters « moyens », ne peut être fondée sur la contrainte, mais seulement sur un accord librement consenti, qui doit être consolidé en un « pacte » spécial. Ce « pacte », c'est précisément le programme des revendications transitoires, librement accepté par les deux parties.

La lutte contre l'impérialisme et la guerre

Toute la situation mondiale, et par conséquent aussi la vie politique intérieure des divers pays, se trouve sous la menace de la guerre mondiale. La catastrophe qui s'approche pénètre d'ores et déjà d'angoisse les plus larges masses de l'humanité.

La II^e Internationale répète sa politique de trahison de 1914, avec d'autant plus d'assurance que le Komintern joue maintenant le premier violon du chauvinisme. Dès que le danger de guerre a pris un aspect concret, les staliniens, distançant de loin les pacifistes bourgeois et petits-bourgeois, sont devenus les champions de la prétendue « défense nationale ». Ils ne font d'exception que pour les pays fascistes, c'est-à-dire pour ceux où ils ne jouent eux-mêmes aucun rôle. La lutte révolutionnaire contre la guerre retombe ainsi entièrement sur les épaules de la IV^e Internationale.

La politique des bolcheviks-léninistes dans cette question a été formulée dans les thèses programmatiques du Secrétariat international, qui gardent encore maintenant toute leur valeur (La Quatrième internationale et la guerre, 1er mai 1934). Le succès du parti révolutionnaire dans la prochaine période dépendra avant tout de sa politique dans la question de la guerre. Une politique correcte se compose de deux éléments : une attitude intransigeante envers l'impérialisme et ses guerres, et la capacité de s'appuyer sur l'expérience des masses elles-mêmes.

Dans la question de la guerre, plus que dans toute autre question, la bourgeoisie et ses agents trompent le peuple par des abstractions, des formules générales, des phrases pathétiques : « neutralité », « sécurité

collective », « armement pour la défense de la paix », « défense nationale », « lutte contre le fascisme », etc. Toutes ces formules se réduisent, en fin de compte, à dire que la question de la guerre, c'est-à-dire du sort des peuples, doit rester dans les mains des impérialistes, de leurs gouvernements, de leur diplomatie, de leurs états-majors, avec toutes leurs intrigues et tous leurs complots contre les peuples.

La IV^e Internationale rejette avec indignation toutes les abstractions qui jouent, chez les démocrates, le même rôle que, chez les fascistes, l'« honneur », le « sang », la « race ». Mais l'indignation ne suffit pas. Il faut aider les masses au moyen de critères, de mots d'ordre et de revendications transitoires qui leur fassent apparaître la réalité et leur permettent de distinguer ce qu'il y a concrètement derrière ces abstractions destinées à les berner.

« DÉSARMEMENT » ? Mais toute la question est de savoir qui désarmera les autres et qui sera désarmé. Le seul désarmement qui puisse prévenir ou arrêter la guerre, c'est celui de la bourgeoisie par les ouvriers. Mais, pour désarmer la bourgeoisie, il faut que les ouvriers s'arment eux-mêmes.

« NEUTRALITÉ » ? Mais le prolétariat n'est nullement neutre dans une guerre entre le Japon et la Chine ou entre l'Allemagne et l'URSS. Cela signifie-t-il la défense de la Chine et de l'URSS ? Évidemment, mais pas par l'intermédiaire des impérialistes, qui étrangleront la Chine et l'URSS.

« DÉFENSE DE LA PATRIE » ? Mais, par cette abstraction, la bourgeoisie entend la défense de ses profits et de ses pillages. Nous sommes prêts à défendre la patrie contre les capitalistes étrangers, si nous ligotons nos propres capitalistes et les empêchons de s'attaquer à la patrie d'autrui ; si les ouvriers et les paysans de notre pays deviennent ses véritables maîtres ; si les richesses du pays passent des mains d'une infime minorité à celles du peuple ; si l'armée, d'instrument des exploités, devient l'instrument des exploités.

Il faut savoir traduire ces idées fondamentales en idées plus particulières et plus concrètes, en fonction du cours des événements et de l'orientation de l'état d'esprit des masses. Il faut, en outre, établir un strict distinguo entre le pacifisme du diplomate, de l'universitaire, du journaliste et le pacifisme du charpentier, de l'ouvrier agricole ou de la blanchisseuse. Dans le premier cas, le pacifisme est la couverture de l'impérialisme. Dans le second, il est l'expression confuse de la défiance envers l'impérialisme. Quand le petit paysan ou l'ouvrier parle de défendre la patrie, il se représente la défense de sa maison, de sa famille et d'autres familles comme la sienne contre l'invasion, les bombes, les gaz asphyxiants. Par

défense de la patrie, le capitaliste et son journaliste entendent la conquête de colonies et de marchés, l'extension par le pillage de la part « nationale » dans le revenu mondial. D'un bout à l'autre, le pacifisme et le patriotisme bourgeois ne sont que des leurres. Dans le pacifisme et même dans le patriotisme des opprimés, il y a un noyau progressiste qu'il faut savoir saisir pour en tirer les conclusions révolutionnaires qui s'imposent. Il faut savoir dresser l'une contre l'autre ces deux sortes de pacifisme et de patriotisme.

Partant de ces considérations, la IV^e Internationale appuie toute revendication, même insuffisante, du moment qu'elle peut entraîner tant soit peu les masses dans l'activité politique, éveiller leur sens critique et renforcer leur contrôle sur les machinations de la bourgeoisie.

C'est de ce point de vue que notre section américaine, par exemple, soutient, en la critiquant, la proposition d'instituer un référendum sur la question de la déclaration de guerre. Bien entendu, aucune réforme démocratique ne peut, par elle-même, empêcher les gouvernants de provoquer la guerre quand ils le voudront. Il faut en avertir ouvertement les masses. Mais, quelles que puissent être leurs illusions quant au référendum, cette revendication reflète la défiance des ouvriers et des paysans envers le gouvernement et le parlement de la bourgeoisie. Sans soutenir ni épargner les illusions des opprimés, il faut appuyer de toutes ses forces leur défiance progressiste envers les oppresseurs. Plus croîtra le mouvement pour le référendum, plus tôt les pacifistes bourgeois s'en sépareront, plus profondément se trouveront discrédités les traîtres du Komintern, plus vive deviendra la défiance des travailleurs envers les impérialistes.

De ce même point de vue, il importe de mettre en avant la revendication du droit de vote à dix-huit ans, pour les hommes et pour les femmes. Celui qui, demain, sera appelé à mourir pour la patrie, doit avoir le droit de faire entendre sa voix aujourd'hui. La lutte contre la guerre doit avant tout commencer par la MOBILISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE.

Il faut faire pleine lumière, et sous tous les angles, sur le problème de la guerre, tout en tenant compte de l'aspect qu'il présente aux masses à un moment donné.

La guerre est une gigantesque entreprise commerciale, surtout pour l'industrie de guerre. C'est pourquoi les « 60 familles » sont les premiers patriotes et les principaux fauteurs de guerre. Le CONTRÔLE OUVRIER SUR L'INDUSTRIE DE GUERRE est le premier pas dans la lutte contre les fabricants de guerre.

Au mot d'ordre des réformistes : IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES DE GUERRE, nous opposons les mots d'ordre : CONFISCATION DES BÉNÉFICES DE GUERRE et EXPROPRIATION DES ENTREPRISES TRAVAILLANT POUR LA GUERRE. Là où l'industrie de guerre est « nationalisée », comme en France, le mot d'ordre du CONTRÔLE OUVRIER conserve toute sa valeur : le prolétariat fait aussi peu confiance à l'État de la bourgeoisie qu'au bourgeois individuel.

Pas un homme, pas un sou pour le gouvernement bourgeois !

Pas de programme d'armements, mais un programme de travaux d'utilité publique !

Indépendance complète des organisations ouvrières à l'égard du contrôle militaire et policier !

La libre disposition du destin des peuples doit être arrachée une fois pour toutes des mains des cliques impérialistes avides et impitoyables qui agissent derrière le dos des peuples.

En accord avec cela, nous revendiquons :

L'abolition complète de la diplomatie secrète ; tous les traités et accords doivent être accessibles à chaque ouvrier et paysan.

L'instruction militaire et l'armement des ouvriers et des paysans sous le contrôle direct des comités ouvriers et paysans.

La création d'écoles militaires destinées à former des officiers venus des rangs des travailleurs et choisis par les organisations ouvrières.

La substitution à l'armée permanente, c'est-à-dire de caserne, d'une MILICE POPULAIRE en liaison indissoluble avec les usines, les mines, les fermes, etc.

— — —

La guerre impérialiste est la continuation et l'exacerbation de la politique de pillage de la bourgeoisie ; la lutte du prolétariat contre la guerre est la continuation et l'exacerbation de sa lutte de classe. L'apparition de la guerre change la situation et, pour partie, les procédés de lutte entre les classes, mais ne change ni les buts, ni la direction fondamentale de celle-ci.

La bourgeoisie impérialiste domine le monde. C'est pourquoi la prochaine guerre aura pour caractère fondamental d'être une guerre impérialiste. Par conséquent, le contenu fondamental de la politique du prolétariat international sera la lutte contre l'impérialisme et sa guerre. Le principe fondamental de cette lutte sera : « L'ennemi principal est dans NOTRE PROPRE PAYS » ou : « La défaite de NOTRE PROPRE GOUVERNEMENT (impérialiste) est le moindre mal ».

Mais tous les pays du monde ne sont pas des pays impérialistes. Au contraire, la majorité des pays sont les victimes de l'impérialisme. Certains pays coloniaux ou semi-coloniaux tenteront, sans aucun doute, d'utiliser la guerre pour rejeter le joug de l'esclavage. De leur part, la guerre ne sera pas impérialiste, mais émancipatrice. Le devoir du prolétariat international sera d'aider les pays opprimés en guerre contre les oppresseurs. Ce même devoir s'étend aussi à l'URSS ou à tout autre État ouvrier qui peut surgir avant la guerre ou durant la guerre. La défaite de TOUT GOUVERNEMENT impérialiste dans la lutte contre un État ouvrier ou un pays colonial est le moindre mal.

Les ouvriers d'un pays impérialiste ne peuvent cependant pas aider un pays anti-impérialiste par l'intermédiaire de leur gouvernement, quelles que soient, à un moment donné, les relations diplomatiques et militaires entre les deux pays. Si les gouvernements se trouvent en alliance temporaire, et au fond incertaine, le prolétariat du pays impérialiste continue à rester en opposition de classe à son gouvernement et apporte un appui à l'« allié » non impérialiste de celui-ci par SES PROPRES MÉTHODES, c'est-à-dire par les méthodes de la lutte de classe internationale (agitation en faveur de l'État ouvrier et du pays colonial, non seulement contre ses ennemis, mais aussi contre ses alliés perfides ; boycott et grève dans certains cas, renoncement au boycott et à la grève dans d'autres, etc.).

Tout en soutenant un pays colonial ou l'URSS dans la guerre, le prolétariat ne se solidarise en rien avec le gouvernement bourgeois du pays colonial ou avec la bureaucratie thermidorienne de l'URSS. Au contraire, il maintient sa complète indépendance politique envers l'un aussi bien qu'envers l'autre. En aidant une guerre juste et progressiste, le prolétariat révolutionnaire gagnera la sympathie des travailleurs des colonies et de l'URSS, affermira ainsi l'autorité et l'influence de la IV^e Internationale dans ces pays, et pourra aider d'autant mieux au renversement du gouvernement bourgeois dans le pays colonial ou à celui de la bureaucratie réactionnaire en URSS.

— — —

Au début de la guerre, les sections de la IV^e Internationale se sentiront inévitablement isolées : chaque guerre prend les masses populaires à l'improviste et les pousse du côté de l'appareil étatique. Les internationalistes devront nager à contre-courant. Cependant, les dévastations et les maux de la nouvelle guerre qui, dès les premiers mois, laisseront loin en arrière les horreurs sanglantes de 1914-1918 auront tôt

fait de dégriser les masses. Leur mécontentement et leur révolte croîtront par bonds. Les sections de la IV^e Internationale se trouveront à la tête du flux révolutionnaire. Le programme de revendications transitoires prendra une actualité brûlante. Le problème de la conquête du pouvoir par le prolétariat se dressera de toute sa hauteur.

— — —

Avant d'étouffer ou de noyer l'humanité dans le sang, le capitalisme empoisonne l'atmosphère mondiale par les vapeurs délétères de la haine nationale et raciale. L'ANTISÉMITISME est maintenant l'une des convulsions les plus malignes de l'agonie du capitalisme.

La dénonciation intransigeante des préjugés de race et de toutes les formes et nuances de l'arrogance nationale et du chauvinisme, et en particulier de l'antisémitisme, doit entrer dans le travail quotidien de toutes les sections de la IV^e Internationale en tant que principal travail d'éducation dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre. Notre mot d'ordre fondamental reste : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Le gouvernement ouvrier et paysan

La formule « gouvernement ouvrier et paysan » apparut, pour la première fois, au cours de l'année 1917, dans l'agitation des bolcheviks et fut définitivement admise après l'insurrection d'Octobre. Elle ne représentait alors rien d'autre que la dénomination populaire de la dictature, déjà établie, du prolétariat. La valeur de cette dénomination tenait surtout à ce qu'elle mettait au premier plan l'idée de L'ALLIANCE DU PROLÉTARIAT ET DE LA PAYSANNERIE, fondement du pouvoir soviétique.

Quand l'Internationale communiste des épigones tenta de ressusciter la formule, enterrée par l'histoire, de « la dictature démocratique des ouvriers et des paysans », elle donna à la formule du « gouvernement ouvrier et paysan » un contenu tout à fait différent, purement « démocratique », c'est-à-dire bourgeois, EN L'OPPOSANT à la dictature du prolétariat. Les bolcheviks-léninistes rejetèrent résolument le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » dans son interprétation démocratique-bourgeoise. Ils affirmèrent et ils affirment que, si le parti du prolétariat renonce à sortir du cadre de la démocratie bourgeoise, son alliance avec la paysannerie aboutira tout simplement à soutenir le capital, comme il en alla des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires en 1917, comme ce fut le cas du Parti communiste chinois en 1925-1927, comme cela se passe

maintenant avec les « Fronts populaires » en Espagne, en France et dans d'autres pays.

D'avril à septembre 1917, les bolcheviks réclamèrent que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir entre leurs mains. À cette condition, les bolcheviks promettaient leur aide révolutionnaire contre la bourgeoisie aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, tout en se refusant cependant catégoriquement tant à entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires, qu'à en porter la responsabilité politique. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets et l'impérialisme étranger, le « gouvernement ouvrier et paysan » créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais c'est précisément pourquoi les sommets de la démocratie petite-bourgeoise s'opposèrent de toutes leurs forces à l'instauration de leur propre pouvoir. L'expérience de la Russie démontra, et l'expérience de l'Espagne et de la France le confirme à nouveau, que, même dans des conditions très favorables, les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires, sociaux-démocrates, staliniens, anarchistes) sont incapables de créer un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire un gouvernement indépendant de la bourgeoisie.

Néanmoins, la revendication que les bolcheviks adressaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez dans vos mains le pouvoir ! », avait une énorme valeur éducative pour les masses. Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui se révéla de façon si tragique dans les journées de Juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks.

La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de sa vieille direction, dont le conservatisme se trouve en totale contradiction avec la situation catastrophique du capitalisme en décomposition et constitue le principal frein au progrès historique. L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie. Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! », est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et

organisations de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam.

Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens « démocratique » que lui ont donné plus tard les épigones, qui en ont fait, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière sur cette voie.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».

La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le voudraient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens indiqué plus haut, se mettait réellement en place, il ne représenterait qu'un bref épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat.

Il est, cependant, inutile de se perdre en conjectures. L'agitation, sous le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan », garde dans tous les cas une énorme valeur éducative. Et ce n'est pas par hasard : ce mot d'ordre généralisateur suit tout à fait la ligne du développement politique de notre époque (banqueroute et décomposition des vieux partis bourgeois, naufrage de la démocratie, montée du fascisme, aspiration croissante des travailleurs à une politique plus active et plus offensive). C'est pourquoi chacune de nos revendications transitoires doit conduire à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie pour établir, ensemble avec les paysans, leur propre pouvoir.

Il est impossible de prévoir à l'avance quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation révolutionnaire des masses. Les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et mettre en avant les mots d'ordre qui renforcent l'aspiration des ouvriers à une politique indépendante, accentuent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifistes, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir.

Les soviets

Les COMITÉS D'USINE sont, comme il a été dit, un élément de dualité de pouvoir dans l'usine. Leur existence n'est donc concevable que dans les conditions d'une pression croissante des masses. Il en va de même avec les groupements de masse spéciaux pour la LUTTE CONTRE LA GUERRE, avec les COMITÉS DE SURVEILLANCE DES PRIX et avec tous les autres nouveaux centres du mouvement dont l'apparition même témoigne que la lutte des classes a débordé du cadre des organisations traditionnelles du prolétariat.

Cependant, ces nouveaux organes et centres sentiront bientôt leurs limites et leurs insuffisances. Aucune des revendications transitoires ne peut être complètement réalisée tant que se maintient le régime bourgeois. Or, l'approfondissement de la crise sociale accroîtra non seulement les souffrances des masses, mais aussi leur impatience, leur fermeté, leur esprit d'offensive. Des couches toujours nouvelles d'opprimés relèveront la tête et formuleront leurs revendications. Des millions de besogneux, auxquels les chefs réformistes ne pensent jamais, commenceront à frapper aux portes des organisations ouvrières. Les chômeurs entreront dans le mouvement. Les ouvriers agricoles, les paysans ruinés ou à demi ruinés, les toutes petites gens des villes, les travailleuses, les ménagères, les couches prolétarisées de l'intelligentsia, tous chercheront où se regrouper et derrière quelle direction.

Comment harmoniser les diverses revendications et formes de lutte, ne fût-ce que dans les limites d'une seule ville ? L'histoire a déjà répondu à cette question : grâce aux SOVIETS, qui réunissent les représentants de tous les groupes en lutte. Personne n'a proposé, jusqu'à maintenant, aucune autre forme d'organisation pour cela, et il est douteux qu'on puisse en inventer une. Les soviets ne sont liés par aucun programme a priori. Ils ouvrent leur porte à tous les exploités. Par cette porte passent les représentants de toutes les couches sociales qui sont entraînés dans le torrent général de la lutte. Cette organisation s'étend avec le mouvement et y puise de quoi se renouveler. Toutes les tendances politiques du prolétariat peuvent lutter pour la direction du soviet sur la base de la plus large démocratie. C'est pourquoi le mot d'ordre des SOVIETS est le couronnement du programme des revendications transitoires.

Les soviets ne peuvent naître que là où le mouvement des masses entre dans un stade ouvertement révolutionnaire. En tant que pivot autour duquel s'unissent des millions de travailleurs dans leur lutte contre les exploités, les soviets, dès le moment de leur apparition, deviennent les

rivaux et adversaires des autorités locales et, ensuite, du gouvernement central lui-même. Si le comité d'usine crée les éléments d'un double pouvoir dans l'usine, les soviets ouvrent une période de dualité de pouvoir dans le pays.

La dualité de pouvoir est, à son tour, le point culminant de la période de transition. Deux régimes, le régime bourgeois et le régime prolétarien, s'opposent de façon irréconciliable l'un à l'autre. Leur affrontement est inévitable. De l'issue de celui-ci dépend le sort de la société. En cas de défaite de la révolution, c'est la dictature fasciste de la bourgeoisie. En cas de victoire, c'est le pouvoir des soviets, c'est-à-dire la dictature du prolétariat et la reconstruction socialiste de la société.

Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires

Les pays coloniaux et semi-coloniaux sont, par leur nature même, des pays arriérés. Mais ces pays arriérés vivent dans les conditions d'un monde dominé par l'impérialisme. De ce fait, leur développement a un caractère combiné : il réunit les formes économiques les plus primitives et le dernier mot de la technique et de la civilisation capitalistes. C'est ce qui détermine la politique du prolétariat des pays arriérés : il est contraint de combiner la lutte pour les objectifs les plus élémentaires de l'indépendance nationale et de la démocratie bourgeoise avec la lutte socialiste contre l'impérialisme mondial. Dans sa lutte, les revendications démocratiques, les revendications transitoires et les tâches de la révolution socialiste ne sont pas séparées en époques historiques distinctes, mais découlent immédiatement les unes des autres. À peine le prolétariat chinois avait-il commencé à organiser des syndicats, qu'il se trouvait déjà contraint de penser aux soviets. C'est dans ce sens que le présent programme est pleinement applicable aux pays coloniaux et semi-coloniaux, au moins à ceux où le prolétariat est déjà capable d'avoir une politique indépendante.

Les problèmes centraux des pays coloniaux et semi-coloniaux sont la RÉVOLUTION AGRAIRE, c'est-à-dire la liquidation de l'héritage féodal, et L'INDÉPENDANCE NATIONALE, c'est-à-dire le renversement du joug impérialiste. Ces deux tâches sont étroitement liées l'une à l'autre.

Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. Le mot d'ordre d'ASSEMBLÉE NATIONALE (ou Constituante) conserve toute sa force dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Il faut lier de manière indissoluble ce mot d'ordre aux tâches de l'émancipation nationale et de la réforme agraire. Il faut, avant tout, armer

les ouvriers de ce programme démocratique. Eux seuls peuvent soulever et rassembler les paysans. Sur la base du programme démocratique révolutionnaire, il faut opposer les ouvriers à la bourgeoisie « nationale ».

À une certaine étape de la mobilisation des masses derrière les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les SOVIETS peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'Assemblée nationale, sont déterminés par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la paysannerie, et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir, en même temps, l'ère de la révolution socialiste.

Le poids relatif des diverses revendications démocratiques et transitoires dans la lutte du prolétariat, leur liaison réciproque et leur ordre de succession sont déterminés par les particularités et conditions propres à chaque pays arriéré, et en grande partie par son DEGRÉ d'arriération. Cependant, la direction générale du développement révolutionnaire peut être déterminée par la formule de la RÉVOLUTION PERMANENTE, dans le sens donné une fois pour toutes à cette formule par trois révolutions en Russie (1905, février 1917, octobre 1917).

Le Komintern a donné aux pays arriérés l'exemple classique de la manière dont on peut causer la ruine d'une révolution pleine de forces et de promesses. Lors de l'impétueuse montée du mouvement des masses en Chine, en 1925-1927, le Komintern n'avança pas le mot d'ordre d'Assemblée nationale et, en même temps, interdit la formation de soviets. Le parti bourgeois du Kuomintang devait, selon le plan de Staline, « remplacer » à la fois l'Assemblée nationale et les soviets. Après l'écrasement des masses par le Kuomintang, le Komintern organisa une caricature de soviet à Canton. Après le fiasco inévitable de l'insurrection de Canton, le Komintern entra dans la voie de la guerre de partisans et des soviets paysans, sur fond de complète passivité du prolétariat industriel. S'étant ainsi fourvoyé dans une impasse, le Komintern profita de la guerre sino-japonaise pour liquider d'un trait de plume la Chine « soviétique », après avoir subordonné au même Kuomintang, c'est-à-dire à la bourgeoisie, non seulement « l'Armée rouge » paysanne, mais aussi le parti dit « communiste ».

Après avoir trahi la révolution prolétarienne internationale au nom de l'amitié avec les esclavagistes « démocratiques », le Komintern ne pouvait manquer de trahir également la lutte émancipatrice des peuples coloniaux, avec d'ailleurs un cynisme encore plus grand que ne l'avait fait, avant lui,

la II^e Internationale. L'une des tâches de la politique des Fronts populaires et de « défense nationale » est de transformer les centaines de millions d'hommes des peuples coloniaux en chair à canon pour l'impérialisme « démocratique ». Le drapeau de la lutte émancipatrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux, c'est-à-dire de plus de la moitié de l'humanité, est passé définitivement aux mains de la IV^e Internationale.

Le programme des revendications transitoires dans les pays fascistes

Les jours où les stratèges du Komintern proclamaient que la victoire de Hitler n'était qu'un pas vers la victoire de Thaelmann sont bien loin. Plus de cinq ans ont passé et Thaelmann n'est pas sorti des prisons de Hitler. Mussolini maintient l'Italie dans les chaînes du fascisme depuis plus de seize ans. Durant toutes ces années, les partis de la II^e et de la III^e Internationales se sont trouvés impuissants, non seulement à provoquer un mouvement de masse, mais même à créer une organisation illégale sérieuse qui puisse tant soit peu se comparer aux partis révolutionnaires russes de l'époque tsariste.

Il n'y a pas la moindre raison de voir la cause de ces échecs dans la puissance de l'idéologie fasciste. Mussolini n'a jamais eu, au fond, aucune idéologie. L'« idéologie » de Hitler n'a jamais eu sérieusement prise sur les ouvriers. Les couches de la population dont le fascisme a, à un moment donné, tourné la tête, c'est-à-dire avant tout les classes moyennes, ont eu le temps de se dégriser. Cependant, si une opposition tant soit peu notable se limite aux milieux cléricaux, protestants et catholiques, la cause n'en est pas dans la puissance des théories mi-délirantes, mi-charlatanesques, de la « race » et du « sang », mais dans la faillite effroyable des idéologies de la démocratie, de la social-démocratie et du Komintern.

Après l'écrasement de la Commune de Paris, une réaction étouffante dura environ huit ans. Après la défaite de la révolution russe de 1905, les masses ouvrières restèrent frappées de prostration presque aussi longtemps. Toutefois, dans ces deux cas, il ne s'agissait que de défaites physiques, qui avaient été déterminées par le rapport des forces. En Russie, il s'agissait, en outre, d'un prolétariat presque vierge. La fraction des bolcheviks ne comptait alors que trois ans d'âge. La situation était toute différente en Allemagne où la direction appartenait à de puissants partis, dont l'un comptait soixante-dix ans d'existence, l'autre à peu près quinze ans. Ces deux partis, qui avaient des millions d'électeurs, se sont trouvés moralement paralysés avant le combat et se sont rendus sans combattre. Il n'y a jamais eu de catastrophe semblable dans l'histoire. Le prolétariat

allemand n'a pas été battu par l'ennemi dans un combat ; il a été brisé par la couardise, l'abjection, la trahison de ses propres partis. Rien d'étonnant à ce qu'il ait perdu foi en tout ce qu'il était habitué à croire depuis presque trois générations. La victoire de Hitler, à son tour, a renforcé Mussolini.

L'insuccès réel du travail révolutionnaire en Italie et en Allemagne n'est rien d'autre que la rançon de la politique criminelle de la social-démocratie et du Komintern. Pour mener un travail illégal, il faut non seulement la sympathie des masses, mais encore l'enthousiasme conscient de leurs couches avancées. Mais peut-on s'attendre à de l'enthousiasme pour des organisations historiquement banqueroutières ? Leurs chefs dans l'émigration sont surtout des agents du Kremlin et du Guépéou, démoralisés jusqu'à la moelle, ou d'anciens ministres social-démocrates de la bourgeoisie qui espèrent que, par quelque miracle, les ouvriers leur rendront leurs postes perdus. Peut-on s'imaginer un seul instant ces messieurs dans le rôle de chefs de la future révolution « antifasciste » ?

Écrasement des ouvriers autrichiens, défaite de la révolution espagnole, dégénérescence de l'État soviétique : ce qui s'est déroulé jusqu'à maintenant sur l'arène politique mondiale ne pouvait pas, non plus, contribuer à une montée révolutionnaire en Italie et en Allemagne. Comme, pour leur information politique, les ouvriers italiens et allemands dépendent, dans une large mesure, de la radio, on peut dire avec assurance que Radio Moscou, qui combine le mensonge thermidorien à la stupidité et à l'impudence, est devenue un puissant facteur de démoralisation des ouvriers dans les États totalitaires. Sous ce rapport, comme sous les autres, Staline n'est qu'un auxiliaire de Goebbels.

Pendant ce temps, les antagonismes de classes qui ont conduit à la victoire du fascisme poursuivent leur œuvre, même sous la domination du fascisme, et le rongent peu à peu. Les masses sont de plus en plus mécontentes. Des centaines, des milliers d'ouvriers dévoués continuent, malgré tout, à mener un travail prudent de taupes révolutionnaires. De nouvelles générations se lèvent, qui n'ont pas vécu directement l'effondrement des grandes traditions et des grands espoirs. La préparation moléculaire de la révolution prolétarienne progresse sous la lourde dalle du régime totalitaire. Mais pour que cette énergie cachée se transforme en mouvement agissant au grand jour, il faut que l'avant-garde du prolétariat ait trouvé une nouvelle perspective, un nouveau programme, un nouveau drapeau sans tache.

C'est ici la principale difficulté. Il est extrêmement malaisé pour les ouvriers des pays fascistes de s'orienter dans les nouveaux programmes. La vérification d'un programme se fait par l'expérience. Or c'est

précisément l'expérience du mouvement des masses qui manque dans les pays de despotisme totalitaire. Il est fort possible qu'il faille un grand succès du prolétariat dans un des pays « démocratiques » pour donner une impulsion au mouvement révolutionnaire en terres fascistes. Une catastrophe financière ou militaire peut avoir le même effet. Il faut mener actuellement un travail préparatoire, surtout de propagande, qui ne produira de fruits abondants que dans l'avenir. Pour le moment, on peut seulement affirmer ceci en toute certitude : une fois qu'il aura éclaté au grand jour, le mouvement révolutionnaire dans les pays fascistes prendra d'un seul coup une envergure grandiose et, en aucun cas, ne s'arrêtera à des tentatives de faire revivre un quelconque cadavre de Weimar.

C'est sur ce point que commence la divergence irréductible entre la IV^e Internationale et les vieux partis qui survivent physiquement à leur banqueroute. Le « Front populaire » dans l'émigration est la variété la plus néfaste et la plus traîtresse de tous les Fronts populaires possibles. Il signifie, au fond, la nostalgie impuissante d'une coalition avec une bourgeoisie libérale inexistante. S'il avait quelque succès, il ne ferait que préparer une série de nouveaux naufrages pour le prolétariat, à la manière espagnole. C'est pourquoi mettre en accusation de façon impitoyable la théorie et la pratique du « Front populaire » est la première condition d'une lutte révolutionnaire contre le fascisme.

Cela ne signifie évidemment pas que la IV^e Internationale rejette les mots d'ordre démocratiques. Au contraire, au moment opportun, ils peuvent jouer un rôle énorme. Mais les formules de la démocratie (liberté d'association, de presse, etc.) ne sont pour nous que des mots d'ordre passagers ou épisodiques dans le mouvement indépendant du prolétariat, et non un nœud coulant démocratique passé autour du cou du prolétariat par les agents de la bourgeoisie (Espagne !). Dès que le mouvement prendra un quelconque caractère de masse, les mots d'ordre démocratiques se mêleront de mots d'ordre transitoires : les comités d'usine surgiront, il faut le penser, avant que les vieux bonzes se soient mis, de leurs bureaux, à l'édification de syndicats ; les soviets couvriront l'Allemagne avant que se soit réunie à Weimar une nouvelle Assemblée constituante. Il en sera de même pour l'Italie et les autres pays totalitaires et semi-totalitaires.

Le fascisme a rejeté ces pays dans la barbarie politique. Mais il n'a pas changé leur caractère social. Le fascisme est un instrument du capital financier, et non de la propriété foncière féodale. Le programme révolutionnaire doit s'appuyer sur la dialectique de la lutte des classes, qui vaut aussi pour les pays fascistes, et non sur la psychologie des banqueroutiers effrayés. La IV^e Internationale rejette avec dégoût les

méthodes relevant de la mascarade politique auxquelles ont recours les staliniens, anciens héros de la « Troisième période », pour apparaître tour à tour avec des masques de catholiques, de protestants, de juifs, de nationalistes allemands, de libéraux, tout cela uniquement afin de cacher leur propre visage peu attrayant. La IV^e Internationale intervient toujours et partout sous son propre drapeau. Elle propose ouvertement son programme au prolétariat des pays fascistes. D'ores et déjà, les ouvriers avancés du monde entier sont fermement convaincus que le renversement de Mussolini, de Hitler et de leurs agents et imitateurs se produira sous la direction de la IV^e Internationale.

La situation de l'URSS et les tâches de l'époque de transition

L'Union soviétique est sortie de la révolution d'Octobre comme un État ouvrier. L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives. Mais l'appareil de l'État ouvrier a subi entre-temps une dégénérescence complète, se transformant d'instrument de la classe ouvrière en instrument de violence bureaucratique contre la classe ouvrière et, de plus en plus, en instrument de sabotage de l'économie. La bureaucratisation d'un État ouvrier arriéré et isolé ainsi que la transformation de la bureaucratie en caste privilégiée toute-puissante sont la réfutation la plus convaincante – non seulement théorique, mais pratique – de la théorie du socialisme dans un seul pays.

Ainsi, le régime de l'URSS renferme en soi des contradictions menaçantes. Mais il continue à rester un régime d'ÉTAT OUVRIER DÉGÉNÉRÉ. Tel est le diagnostic social. Le pronostic politique a un caractère alternatif : ou la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays vers le capitalisme ; ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira une issue vers le socialisme.

Pour les sections de la IV^e Internationale, les procès de Moscou, qui n'ont pas été une surprise, sont, non pas le résultat de la démence personnelle du dictateur du Kremlin, mais les rejetons légitimes de Thermidor. Ils sont nés de conflits insupportables au sein de la bureaucratie soviétique, qui, à leur tour, reflètent les contradictions entre la bureaucratie et le peuple, aussi bien que les antagonismes qui s'approfondissent à l'intérieur du « peuple » lui-même. Le « fantastique » sanglant des procès dénote l'intensité de ces tensions et la force de ces contradictions, tout en annonçant leur prochain dénouement.

De leur côté, les déclarations publiques d'anciens agents du Kremlin à l'étranger ayant refusé de rentrer à Moscou ont, à leur manière, confirmé de façon indiscutable qu'au sein de la bureaucratie il y a toutes les nuances de la pensée politique : depuis le véritable bolchevisme (I. Reiss) jusqu'au fascisme achevé (F. Boutenko). Les éléments révolutionnaires de la bureaucratie, qui constituent une infime minorité, reflètent, passivement il est vrai, les intérêts socialistes du prolétariat. Ses éléments fascistes, et de façon générale ses éléments contre-révolutionnaires, dont le nombre augmente sans cesse, expriment de façon de plus en plus conséquente les intérêts de l'impérialisme mondial. Ces candidats au rôle de compradores considèrent, non sans raison, que la nouvelle couche dirigeante ne peut assurer ses positions de privilégiés qu'en renonçant à la nationalisation, à la collectivisation et au monopole du commerce extérieur, au nom de l'assimilation de la « civilisation occidentale », c'est-à-dire du capitalisme. Entre ces deux pôles, se répartissent des tendances intermédiaires plus ou moins floues, de caractère menchevique, socialiste-révolutionnaire ou libéral, qui tendent vers la démocratie bourgeoise.

Dans la société prétendue « sans classes » elle-même, il y a, sans aucun doute, les mêmes groupements que dans la bureaucratie, mais avec une expression moins claire et dans une proportion inverse : les tendances capitalistes conscientes, propres surtout à la couche prospère des kolkhoziens, ne sont caractéristiques que d'une infime minorité de la population. Mais elles trouvent une large base dans les tendances petites-bourgeoises à l'accumulation privée qui naissent de la pauvreté générale et que la bureaucratie encourage consciemment.

Sur ce système d'antagonismes croissants, qui détruisent de plus en plus l'équilibre social, se maintient, par des méthodes de terreur, une oligarchie thermidorienne qui se réduit désormais surtout à la clique bonapartiste de Staline.

Les derniers procès ont été un coup CONTRE LA GAUCHE. Cela est vrai aussi de la répression contre les chefs de l'opposition de droite car, du point de vue des intérêts et des tendances de la bureaucratie, le groupe de droite du vieux parti bolchevik représentait un danger de GAUCHE. Le fait que la clique bonapartiste, qui craint aussi ses alliés de droite, du genre de Boutenko, se soit trouvée contrainte, pour sa propre préservation, de recourir à l'extermination presque générale de l'ancienne génération des bolcheviks, est la preuve irréfutable de la vitalité des traditions révolutionnaires dans les masses, comme du mécontentement croissant de ces dernières.

Les démocrates petits-bourgeois d'Occident, qui, hier encore, prenaient les procès de Moscou pour argent comptant, répètent aujourd'hui avec insistance qu'« en URSS, il n'y a ni trotskysme ni trotskystes ». Ils n'expliquent cependant pas pourquoi toute l'épuration se fait précisément sous le signe de la lutte contre ce danger. Si l'on prend le « trotskysme » comme un programme achevé, à plus forte raison comme une organisation, le « trotskysme » est sans doute extrêmement faible en URSS. Cependant, sa force invincible est d'exprimer, non seulement la tradition révolutionnaire, mais aussi l'opposition présente de la classe ouvrière elle-même. La haine sociale des ouvriers pour la bureaucratie, c'est précisément cela qui constitue le « trotskysme » aux yeux de la clique du Kremlin. Elle a de bonnes raisons de craindre comme la mort la rencontre de la sourde révolte des ouvriers et de l'organisation de la IV^e Internationale.

L'extermination de la génération des vieux bolcheviks et des représentants révolutionnaires de la génération intermédiaire ainsi que de la jeune génération a déstabilisé encore davantage l'équilibre politique au profit de l'aile droite, bourgeoise, de la bureaucratie et de ses alliés dans le pays. C'est de là, c'est-à-dire de la droite, qu'on peut s'attendre, dans la prochaine période, à des tentatives de plus en plus résolues de réviser le régime social de l'URSS, l'ayant rapproché de la « civilisation occidentale », plus spécialement dans sa forme fasciste.

Cette perspective rend fort concrète la question de la « défense de l'URSS ». Si, demain, la tendance bourgeoise-fasciste, ou pourrait-on dire la « fraction Boutenko », entre en lutte pour la conquête du pouvoir, la « fraction Reiss » prendra inévitablement place de l'autre côté de la barricade. Se trouvant momentanément l'alliée de Staline, elle défendra, bien sûr, non pas la clique bonapartiste de ce dernier, mais la base sociale de l'URSS, c'est-à-dire la propriété arrachée aux capitalistes et étatisée. S'il arrive que la « fraction Boutenko » noue une alliance militaire avec Hitler, la « fraction Reiss » défendra l'URSS contre l'intervention militaire, à l'intérieur de l'URSS aussi bien que sur l'arène mondiale. Toute autre conduite serait une trahison.

Ainsi, si on ne peut nier par avance la possibilité, dans des cas strictement déterminés, d'un « front unique » avec la partie thermidorienne de la bureaucratie contre une offensive ouverte de la contre-révolution capitaliste, la principale tâche politique en URSS reste, malgré tout, le RENVERSEMENT DE LA BUREAUCRATIE THERMIDORIENNE ELLE-MÊME. En se prolongeant, sa domination ébranle chaque jour davantage les éléments socialistes de l'économie et accroît les risques de

restauration capitaliste. C'est dans le même sens qu'agit aussi le Komintern, agent et complice de la clique stalinienne quand il étrangle la révolution espagnole et démoralise le prolétariat international.

Comme dans les pays fascistes, la principale force de la bureaucratie ne réside pas en elle-même, mais dans le découragement des masses, dans leur manque d'une perspective nouvelle. Comme dans les pays fascistes, dont l'appareil POLITIQUE de Staline ne se distingue en rien, sinon par une plus grande frénésie, seul un travail préparatoire de propagande est actuellement possible en URSS. Et comme dans les pays fascistes, ce sont vraisemblablement des événements extérieurs qui donneront son impulsion au mouvement révolutionnaire des ouvriers soviétiques. La lutte contre le Komintern sur l'arène mondiale est actuellement la plus importante partie de la lutte contre la dictature stalinienne. Bien des choses permettent de croire que l'effondrement du Komintern, qui n'a pas d'APPUI DIRECT dans le Guépéou, précédera la chute de la clique bonapartiste et de toute la bureaucratie thermidorienne en général.

La nouvelle montée de la révolution en URSS commencera, sans aucun doute, sous le drapeau de la LUTTE CONTRE L'INÉGALITÉ SOCIALE ET L'OPPRESSION POLITIQUE. À bas les privilèges de la bureaucratie ! À bas le stakhanovisme ! À bas l'aristocratie soviétique avec ses grades et ses décorations ! Plus d'égalité dans la rémunération de toutes les formes de travail !

La lutte pour la liberté des syndicats et des comités d'usine, pour la liberté de réunion et de la presse se développera en lutte pour la renaissance et l'épanouissement de la DÉMOCRATIE SOVIÉTIQUE.

La bureaucratie a remplacé les soviets, en tant qu'organes de classe, par la fiction du suffrage universel, dans le style de Hitler-Goebbels. Il faut rendre aux soviets, non seulement leur libre forme démocratique, mais aussi leur contenu de classe. De même qu'auparavant la bourgeoisie et les koulaks n'étaient pas admis dans les soviets, de même maintenant LA BUREAUCRATIE ET LA NOUVELLE ARISTOCRATIE DOIVENT ÊTRE CHASSÉES DES SOVIETS. Dans les soviets, il n'y a place que pour les représentants des ouvriers, des kolkhoziens du rang, des paysans et des soldats rouges.

La démocratisation des soviets est inconcevable sans la LÉGALISATION DES PARTIS SOVIÉTIQUES. Les ouvriers et les paysans eux-mêmes montreront, quand ils pourront voter librement, quels partis sont soviétiques.

RÉVISION DE L'ÉCONOMIE PLANIFIÉE du haut en bas, dans l'intérêt des producteurs et des consommateurs ! Les comités d'usine doivent reprendre leur droit de contrôler la production. Les coopératives de consommation, démocratiquement organisées, doivent contrôler la qualité des produits et leurs prix.

RÉORGANISATION DES KOLKHOZES en accord avec la volonté des kolkhoziens et selon leurs intérêts !

La POLITIQUE INTERNATIONALE conservatrice de la bureaucratie doit faire place à la politique de l'internationalisme prolétarien. Toute la correspondance diplomatique du Kremlin doit être publiée. À BAS LA DIPLOMATIE SECRÈTE !

Tous les procès politiques mis en scène par la bureaucratie thermidorienne doivent être révisés, dans des conditions de complète publicité et de totale liberté des débats. Les organisateurs des falsifications doivent en supporter le châtement mérité.

Il est impossible de réaliser ce programme sans le renversement de la bureaucratie, qui se maintient par la violence et la falsification. Seul le soulèvement révolutionnaire victorieux des masses opprimées peut régénérer le régime soviétique et assurer sa marche en avant vers le socialisme. Seul le parti de la IV^e Internationale est capable de mener les masses soviétiques à l'insurrection.

À bas la clique bonapartiste de Caïn-Staline !

Vive la démocratie soviétique !

Vive la révolution socialiste internationale !

Contre l'opportunisme et le révisionnisme sans principes

En France, la politique du parti de Léon Blum démontre de nouveau que les réformistes sont incapables de rien apprendre des leçons les plus tragiques de l'histoire. La social-démocratie française copie servilement la politique de la social-démocratie allemande et marche à une fin identique. Durant des dizaines d'années, la II^e Internationale a grandi dans le cadre de la démocratie bourgeoise, en est devenue inséparable et pourrit avec elle.

La III^e Internationale est entrée dans la voie du réformisme à l'époque où la crise du capitalisme avait définitivement mis à l'ordre du jour la révolution prolétarienne. La politique actuelle du Komintern en Espagne et en Chine – politique qui consiste à se mettre à plat ventre devant la bourgeoisie « démocratique » et « nationale » – démontre que le Komintern n'est plus capable, lui non plus, ni d'apprendre ni de changer. La bureaucratie, qui est devenue une force réactionnaire en URSS, ne peut jouer un rôle révolutionnaire sur l'arène mondiale.

L'anarcho-syndicalisme a, dans l'ensemble, effectué un parcours du même genre. En France, la bureaucratie syndicale de Léon Jouhaux est devenue depuis longtemps une agence de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. En Espagne, l'anarcho-syndicalisme se débarrassa de son révolutionnarisme affiché dès qu'apparut la révolution, et devint la cinquième roue du carrosse de la démocratie bourgeoise.

Les organisations centristes intermédiaires, qui se regroupent autour du Bureau de Londres, ne sont que des appendices de « gauche » de la social-démocratie ou du Komintern. Elles ont démontré leur complète incapacité à s'orienter dans une situation historique et à en tirer les conclusions révolutionnaires. Le summum, en ce qui les concerne, fut atteint par le POUM espagnol qui, face à la révolution, s'est trouvé absolument incapable d'avoir une politique révolutionnaire.

— — —

Les défaites tragiques subies par le prolétariat mondial durant une longue suite d'années ont poussé les organisations officielles vers encore plus de conservatisme et, en même temps, ont conduit les « révolutionnaires » petits-bourgeois déçus à se mettre en quête de « voies nouvelles ». Comme toujours dans les époques de réaction et de déclin, magiciens et charlatans apparurent de toutes parts. Ils veulent réviser toute la marche de la pensée révolutionnaire. Au lieu d'apprendre du passé, ils le « rejettent ». Les uns découvrent l'inconsistance du marxisme, les autres proclament la faillite du bolchevisme. Les uns font retomber sur la doctrine révolutionnaire la responsabilité des erreurs et des crimes de ceux qui l'ont trahie ; les autres maudissent la médecine, parce qu'elle n'assure pas une guérison immédiate et miraculeuse. Les plus audacieux promettent de découvrir un prétendu remède à tous les problèmes et, en attendant, recommandent d'arrêter la lutte des classes. De nombreux prophètes de la nouvelle morale se disposent à régénérer le mouvement ouvrier à l'aide d'une homéopathie de l'éthique. La majorité de ces apôtres ont réussi à devenir eux-mêmes des invalides de la morale sans jamais avoir été sur le champ de bataille. Ainsi, sous l'apparence de « mots nouveaux », on propose au prolétariat de vieilles recettes, enterrées depuis longtemps dans les archives du socialisme d'avant Marx.

La IV^e Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucrates de la II^e et de la III^e Internationales, de l'Internationale d'Amsterdam et de l'Internationale anarcho-syndicaliste, de même qu'à leurs satellites centristes ; au réformisme sans réformes, au démocratism allié du Guépéou, au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie, aux « révolutionnaires » qui craignent la révolution comme la

mort. Toutes ces organisations ne sont pas un gage d'avenir, mais des survivances pourries du passé. L'époque des guerres et des révolutions ne laissera pas d'elles pierre sur pierre.

La IV^e Internationale ne recherche ni n'invente aucune panacée. Elle se tient entièrement sur le terrain du marxisme, seule doctrine révolutionnaire qui permette de comprendre ce qui est, de découvrir les causes des défaites et de préparer consciemment la victoire. La IV^e Internationale continue la tradition du bolchevisme, qui a montré pour la première fois au prolétariat comment conquérir le pouvoir. La IV^e Internationale écarte les inventeurs de potions magiques, les charlatans et les professeurs de morale à la petite semaine. Dans une société fondée sur l'exploitation, la morale la plus élevée est celle de la révolution socialiste. Est bon tout ce qui – méthodes, moyens – élève la conscience de classe des ouvriers, accroît leur confiance en leurs propres forces, augmente leur esprit de sacrifice dans la lutte. Inadmissibles sont les méthodes qui inspirent aux opprimés la crainte et la docilité face aux oppresseurs, étouffent l'esprit de protestation et de révolte ou substituent à la volonté des masses la volonté des chefs, à la persuasion la contrainte, à l'analyse de la réalité, la démagogie et la falsification. Voilà pourquoi la social-démocratie, qui a prostitué le marxisme, tout comme le stalinisme, antithèse du bolchevisme, sont les ennemis mortels de la révolution prolétarienne et de sa morale.

Regarder la réalité en face ; ne pas chercher la ligne de moindre résistance ; appeler les choses par leur nom ; dire la vérité aux masses, aussi amère qu'elle soit ; ne pas craindre les obstacles ; être ceux sur qui on peut compter dans les petites choses comme dans les grandes ; s'appuyer sur la logique de la lutte de classe ; oser, quand vient l'heure de l'action : voilà sur quoi se règle la IV^e Internationale. Elle a montré qu'elle sait aller contre le courant. La prochaine vague historique la portera à son faite.

Contre le sectarisme

Sous l'influence de la trahison et de la dégénérescence des organisations historiques du prolétariat, naissent ou renaissent, à la périphérie de la IV^e Internationale, toutes sortes de groupements et de positions sectaires. Ils ont pour fondement le refus de lutter pour les revendications partielles et transitoires, c'est-à-dire pour les intérêts et les besoins élémentaires des masses ouvrières telles qu'ils sont. Pour les sectaires, se préparer à la révolution signifie se convaincre soi-même de la supériorité du socialisme. Ils proposent de tourner le dos aux « vieux » syndicats, c'est-à-dire à des dizaines de millions d'ouvriers organisés – comme si les masses pouvaient

vivre en dehors des conditions de la lutte de classe réelle ! Ils restent indifférents à la lutte qui se déroule à l'intérieur des organisations réformistes – comme si l'on pouvait conquérir les masses sans intervenir dans cette lutte ! Ils se refusent en pratique à faire une différence entre la démocratie bourgeoise et le fascisme – comme si les masses pouvaient ne pas sentir cette différence à chaque pas !

Les sectaires ne sont capables de distinguer que deux couleurs : le rouge et le noir. Pour ne pas s'induire eux-mêmes en tentation, ils simplifient la réalité. Ils se refusent à faire une différence entre les camps en lutte en Espagne, pour la raison que les deux camps ont un caractère bourgeois. Ils pensent, pour la même raison, qu'il faut rester neutre dans la guerre entre le Japon et la Chine. Ils nient qu'il y ait une différence fondamentale entre l'URSS et les pays bourgeois et se refusent, vu la politique réactionnaire de la bureaucratie soviétique, à défendre contre l'impérialisme les formes de propriété créées par la révolution d'Octobre. Et parce qu'ils sont incapables de trouver accès aux masses, ils accusent volontiers ces dernières d'être incapables de s'élever jusqu'aux idées révolutionnaires.

Un pont, sous la forme de revendications transitoires, n'est aucunement nécessaire à ces politiques stériles, car ils ne se disposent nullement à passer sur l'autre rive. Ils piétinent sur place, se contentant de ressasser les mêmes idées creuses. Les événements politiques sont pour eux une occasion de faire des commentaires, mais non d'agir. Comme les sectaires, de même que les brouillons et faiseurs de miracles de toute sorte, collectionnent les gifles que leur assène la réalité, ils vivent dans un état d'irritation perpétuel, se plaignent sans cesse du « régime » et de ses « méthodes », et pataugent dans de petites intrigues. Dans leurs propres cercles, ils instaurent d'ordinaire un régime despotique. La prostration politique du sectarisme ne fait que compléter, comme son ombre, la prostration de l'opportunisme, sans ouvrir de perspectives révolutionnaires. Dans la politique concrète, les sectaires s'unissent à chaque pas aux opportunistes, en particulier aux centristes, pour lutter contre le marxisme.

La majorité des groupes et cliques sectaires de ce genre, qui se nourrissent de miettes tombées de la table de la IV^e Internationale, mènent une existence organisationnelle « indépendante », avec de grandes prétentions, mais sans la moindre chance de succès. Les bolcheviks-léninistes peuvent, sans perdre leur temps, abandonner tranquillement ces groupes à leur propre destinée. Cependant, des tendances sectaires se rencontrent aussi dans nos propres rangs et elles exercent une influence funeste sur le travail de certaines sections. C'est une chose qu'il est

impossible de tolérer un seul jour de plus. Une politique juste sur les syndicats est une condition fondamentale de l'appartenance à la IV^e Internationale. Celui qui ne cherche ni ne trouve le chemin qui mène au mouvement des masses, celui-là n'est pas un combattant, mais un poids mort pour le parti. Un programme n'est pas créé pour une rédaction, une salle de lecture ou un club de discussion, mais pour l'action révolutionnaire de millions d'êtres humains. Épurer les rangs de la IV^e Internationale du sectarisme et des sectaires incorrigibles est la plus importante condition des succès révolutionnaires.

Place à la jeunesse ! Place aux femmes travailleuses !

La défaite de la révolution espagnole, provoquée par ses « chefs », la banqueroute honteuse du Front populaire en France et la divulgation des falsifications sur lesquelles reposent les procès de Moscou, ces trois faits réunis portent un coup irrémédiable au Komintern et, en passant, de graves blessures à ses alliés, les sociaux-démocrates et les anarcho-syndicalistes. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les membres de ces organisations se tourneront d'un seul coup vers la IV^e Internationale. Une grande partie de la génération la plus âgée, qui a souffert une terrible défaite, quittera le front de la bataille. D'ailleurs, la IV^e Internationale ne demande nullement à devenir un refuge pour invalides révolutionnaires, bureaucrates et carriéristes déçus. Au contraire, contre le risque de voir affluer chez nous des éléments petits-bourgeois, qui dominent actuellement dans les appareils des vieilles organisations, de strictes mesures préventives sont nécessaires : une longue période probatoire préalable pour ceux qui veulent entrer dans l'organisation quand ils ne sont pas ouvriers, surtout si ce sont d'anciens bureaucrates ; l'interdiction pour eux d'occuper des postes de responsabilité dans le parti les trois premières années, etc. Dans la IV^e Internationale, il n'y a pas et il n'y aura pas de place pour le carriérisme, ce chancre des vieilles internationales. Ne trouveront accès à nous que ceux qui veulent vivre pour le mouvement, et non pas ceux qui veulent en vivre. Les ouvriers révolutionnaires doivent s'y sentir les maîtres. À eux, les portes de notre organisation sont largement ouvertes.

Bien sûr, même parmi les ouvriers qui furent autrefois aux premiers rangs, il y a maintenant un bon nombre qui sont lassés et déçus. Ils resteront à l'écart, au moins dans la période qui vient. Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur ses épaules. Le renouveau du mouvement passe par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le passé. La IV^e Internationale prête une attention exceptionnelle à la jeune génération du prolétariat. Par toute sa

politique, elle s'efforce d'inspirer à la jeunesse confiance dans ses propres forces et dans l'avenir. Seuls l'enthousiasme neuf et l'esprit offensif de la jeunesse peuvent assurer des premiers succès dans la lutte ; seuls ces succès peuvent faire revenir dans la voie de la révolution les meilleurs éléments de la vieille génération. Il en fut toujours ainsi, il en sera ainsi.

Par train-train, toutes les organisations opportunistes concentrent principalement leur attention sur les couches supérieures de la classe ouvrière et, par conséquent, ignorent aussi bien la jeunesse que les femmes travailleuses. Or l'époque du capitalisme entré en décadence porte les coups les plus durs à la femme, tant comme ouvrière que comme ménagère. Les sections de la IV^e Internationale doivent chercher appui dans les couches les plus opprimées de la classe ouvrière et, par conséquent, chez les femmes travailleuses. Elles y trouveront des sources inépuisables de dévouement, d'abnégation et d'esprit de sacrifice.

À BAS LE BUREAUCRATISME ET LE CARRIÉRISME ! PLACE À LA JEUNESSE ! PLACE AUX FEMMES TRAVAILLEUSES ! Ce sont là des mots d'ordre inscrits sur le drapeau de la IV^e Internationale.

Sous le drapeau de la IV^e Internationale !

Des sceptiques demandent : « Mais le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ? » Il est impossible, disent-ils, de créer une Internationale « artificiellement » ; seuls de grands événements peuvent la faire surgir, etc. Toutes ces objections démontrent seulement que des sceptiques ne sont pas bons à créer une nouvelle Internationale. En général, ils ne sont bons à rien.

La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La III^e Internationale, après la II^e, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale !

Mais les sceptiques ne se taisent pas : « Est-ce maintenant le moment de la proclamer ? » La IV^e Internationale, répondons-nous, n'a pas besoin d'être « proclamée ». Elle existe et elle lutte. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux, car elle est encore jeune. Ce sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage d'un avenir révolutionnaire. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par sa doctrine, son programme, ses traditions, la trempe incomparable de ses

cadres. Que celui qui ne voit pas cela aujourd'hui reste à l'écart. Demain, cela se verra mieux.

La IV^e Internationale s'est déjà attiré la haine justifiée des staliniens, des sociaux-démocrates, des libéraux bourgeois et des fascistes. Elle n'a ni ne peut avoir sa place dans aucun des Fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne.

Sans démocratie intérieure, il n'y a pas d'éducation révolutionnaire. Sans discipline, il n'y a pas d'action révolutionnaire. Le régime intérieur de la IV^e Internationale est fondé sur les principes du CENTRALISME DÉMOCRATIQUE : liberté complète dans la discussion, unité complète dans l'action.

La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers d'avant-garde que réunit la IV^e Internationale montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et, finalement, de tous les opprimés. Ils lui proposent un drapeau sans tache aucune.

Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale !

C'est le drapeau de votre victoire prochaine !

Discussions avec Léon Trotsky sur le Programme de transition

Ces Discussions sur le Programme de transition entre Trotsky et des militants américains datent du 7 juin 1938. La transcription de ces entretiens, avec son style oral très marqué, est parue en anglais six ans après la mort de Trotsky qui n'a donc pas pu la revoir, dans le numéro de février 1946 de la revue américaine Fourth International, qu'éditait alors le SWP, le parti trotskyste américain.
Les notes de bas de pages sont de l'éditeur.

Trotsky. La signification du programme c'est le sens du parti. Le parti représente l'avant-garde de la classe ouvrière. Le parti est composé d'une sélection de ses éléments les plus conscients, les plus avancés, les plus dévoués, et il peut jouer un rôle politique et historique important sans lien direct avec son importance numérique. Il peut être un petit parti et jouer un grand rôle. Par exemple, lors de la première révolution russe, en 1905, la fraction bolchevique ne comptait pas plus de 10 000 membres, les mencheviks de 10 000 à 12 000 membres au maximum. À cette époque, ils appartenaient au même parti, c'est-à-dire que l'ensemble du parti ne comptait pas plus de 20 000 à 22 000 ouvriers. Le parti dirigeait les soviets dans tout le pays grâce à une politique juste et grâce à sa cohésion. On peut objecter que la différence entre les Russes et les Américains, ou tout autre vieux pays capitaliste, réside dans le fait que le prolétariat russe était un prolétariat jeune et vierge, marqué par une absence totale de tradition de syndicalisme et de réformisme conservateur. C'était une classe ouvrière jeune et pure qui avait besoin d'une direction et qui la cherchait, et bien que le parti ne comptât pas plus de 20 000 ouvriers, ce parti guida vingt-trois millions de travailleurs au combat.

Maintenant, qu'est-ce que le parti ? En quoi consiste sa cohésion ? Cette cohésion consiste en une compréhension commune des événements, des tâches, et cette compréhension commune, c'est cela le programme du parti. Tout comme les ouvriers actuels peuvent encore bien moins travailler sans outils que ne le pouvaient les humains au temps de la barbarie, pour le parti également, le programme est son instrument. Sans le programme, l'ouvrier doit improviser son outil, trouver des outils de fortune qui entrent en contradiction l'un par rapport à l'autre.

C'est seulement lorsque nous avons une avant-garde organisée sur la base de conceptions communes que nous pouvons agir.

On peut dire que nous n'avons pas eu de programme jusqu'à présent. Et pourtant, nous avons agi. Mais ce programme était formulé dans divers articles, motions, etc. En ce sens, ce projet de programme ne s'annonce pas comme l'invention d'une quelconque nouveauté, il n'est pas dû à la rédaction d'un seul homme. Il est le résultat du travail collectif mené jusqu'à ce jour. Mais un tel résumé est absolument nécessaire pour donner aux camarades une idée de la situation, une compréhension commune. Les anarchistes et intellectuels petits-bourgeois ont peur de souscrire à l'idée que l'on puisse donner à un parti des idées communes, des comportements communs. Par contre, ils souhaitent avoir un programme moral. Mais pour nous, ce programme est le résultat d'une expérience commune. Et on ne

l'impose à personne, car ceux qui rejoignent le parti le font de façon volontaire.

À ce sujet, je crois qu'il est important de souligner ce que nous entendons par liberté en contradiction avec la nécessité. L'idée que nous aurions une individualité libre est très souvent une conception petite-bourgeoise. Ce n'est qu'une fiction, une erreur. Nous ne sommes pas libres. Nous n'avons pas de libre volonté au sens de la philosophie métaphysique. Lorsque je désire boire un verre de bière, j'agis en homme libre, mais je n'invente pas le besoin de la bière. Celui-ci vient de mon propre corps, je n'en suis que l'exécutant. Mais dans la mesure où je comprends les besoins de ma nature et où je peux les satisfaire consciemment, j'ai alors la sensation de la liberté, une liberté qui passe par la compréhension de la nécessité. Comprendre correctement ici les besoins de ma nature est la seule véritable liberté dont disposent les animaux dans tous les domaines, et l'homme est un animal. La même chose vaut pour la classe ouvrière. Pour la classe ouvrière, le programme ne peut pas tomber du ciel. Nous ne pouvons aboutir qu'à la compréhension de la nécessité. Dans un cas il s'agissait de mon corps, dans l'autre il s'agit de la nécessité de la société. Le programme est l'expression de la nécessité, que nous avons appris à comprendre, et étant donné que la nécessité est la même pour tous les membres de la classe ouvrière, nous pouvons atteindre une compréhension commune de nos tâches, et la compréhension de cette nécessité c'est le programme.

Nous pouvons aller plus loin et dire que la discipline de notre parti doit être très stricte parce que nous sommes un parti révolutionnaire qui trouve face à lui un bloc puissant d'ennemis conscients de leurs intérêts, et parce que maintenant nous ne subissons pas seulement les attaques de la bourgeoisie, mais aussi des staliniens, les plus venimeux des agents de la bourgeoisie. Une discipline absolue est nécessaire, mais elle doit venir d'une compréhension commune. Si cette discipline est imposée du dehors, c'est un joug. Si elle vient de la compréhension, c'est une expression de la personnalité, mais autrement c'est un joug. Alors, la discipline est une expression de ma libre individualité. Cela n'oppose pas la volonté de la personne et le parti, car j'y ai adhéré volontairement et librement. C'est sur cela également que se fonde le programme et il ne peut avoir d'assise politique et morale solide que si nous le comprenons en profondeur.

Pourquoi le projet de programme n'est pas complet

Ce projet de programme n'est pas un programme complet. Nous pouvons dire qu'il y a des choses qui manquent dans le projet de programme et

d'autres qui, de par leur nature même, ne relèvent pas du programme. Les commentaires n'appartiennent pas au programme. Ce programme ne contient pas seulement des mots d'ordre, mais également des commentaires et des polémiques contre nos adversaires. Mais ce n'est pas un programme complet. Un programme achevé devrait donner une expression théorique de la société capitaliste moderne au stade de l'impérialisme. Les raisons de la crise, l'augmentation du chômage, etc., cette analyse n'est brièvement résumée que dans le premier chapitre de ce projet, car nous avons déjà écrit sur ces questions dans des articles, des livres, etc. Nous écrirons encore plus et mieux. Mais ce qui en est dit ici suffit aux nécessités pratiques car nous sommes tous du même avis. Le début du programme n'est pas complet. Le premier chapitre ne traite pas complètement la question, il ne fait que l'esquisser. La fin du programme n'est pas non plus complète, car nous n'y parlons pas de la révolution sociale, de la prise du pouvoir au travers de l'insurrection, de la transformation de la société capitaliste en dictature [*du prolétariat*] [1], et de la dictature [*du prolétariat*] en société socialiste. Cela ne mène le lecteur que sur le pas de la porte. C'est un programme d'action qui va d'aujourd'hui jusqu'au début de la révolution socialiste. Et du point de vue pratique, ce qui est actuellement le plus important est de savoir comment nous pouvons diriger les différentes couches du prolétariat dans la voie de la révolution sociale. J'ai entendu dire que les camarades de New York commencent maintenant à organiser des cercles dans le but de ne pas seulement étudier et critiquer le projet de programme, mais également dans le but de dégager des voies et moyens pour présenter le programme aux masses, et je pense que c'est la meilleure méthode que peut utiliser notre parti.

Ce programme n'est qu'une première approximation. Dans la façon dont il se présente pour la prochaine conférence internationale, il est trop général. Il exprime la tendance générale du développement mondial. Nous avons un court chapitre concernant les pays semi-coloniaux et coloniaux, nous avons un chapitre consacré aux pays fascistes, un autre sur l'URSS et ainsi de suite. Il est certain que les caractéristiques générales de la situation mondiale sont le lot commun, car elles subissent toutes la pression de l'économie impérialiste, mais chaque pays a ses propres conditions et une politique concrète doit commencer par prendre en compte ces conditions particulières dans chaque pays et même dans chaque partie de pays. C'est pour cela que l'étude la plus sérieuse du programme constitue la tâche première de chaque camarade aux États-Unis.

Il y a deux dangers dans l'élaboration du programme. Le premier est de s'en tenir à de grandes généralités abstraites et de répéter des mots d'ordre généraux sans vraiment se soucier des sections syndicales locales. Cela, c'est aller dans le sens du sectarisme coupé des réalités. Le danger inverse est de trop s'adapter à la situation locale, aux conditions spécifiques, de perdre le fil de l'orientation révolutionnaire générale. Je pense qu'aux États-Unis, le danger le plus immédiat est le second. Je me souviens tout particulièrement de la question de la formation militaire, des piquets de grève armés, etc. Quelques camarades craignaient que des travailleurs trouvent cela irréel, etc.

Ces jours-ci, j'ai lu un livre en français, écrit par un ouvrier italien, sur la montée du fascisme en Italie. L'auteur est un opportuniste. C'était un socialiste, mais ce qu'il y a d'intéressant, ce ne sont pas ses conclusions, ce sont les faits qu'il relate. Il dresse le tableau du prolétariat italien, spécialement en 1920-1921. Il était puissamment organisé. Il y avait 160 députés socialistes au Parlement. Ils tenaient plus d'un tiers des communes et les parties les plus importantes de l'Italie, centre du pouvoir ouvrier, étaient aux mains des socialistes. Aucun capitaliste ne pouvait embaucher ou débaucher sans l'aval du syndicat, et cela concernait aussi bien les ouvriers agricoles que les travailleurs de l'industrie. Cela semblait être 49 % de la dictature du prolétariat, mais la réaction de la faible bourgeoisie et des officiers démobilisés face à cette situation fut terrible. Ensuite, l'auteur raconte comment ils organisèrent de petites bandes dirigées par des officiers, que des autobus convoyaient à travers tout le pays. Trente hommes organisés investissaient une des cités de 10 000 habitants contrôlées par les socialistes, ils mettaient le feu à la mairie, brûlaient les maisons, fusillaient les dirigeants, imposaient les conditions de travail voulues par les capitalistes, puis ils partaient ailleurs et recommençaient la même chose dans des centaines de villes l'une après l'autre. En faisant régner une terreur effroyable et en agissant systématiquement de la sorte, ils détruisirent totalement les syndicats et devinrent donc les maîtres de l'Italie. Ils étaient pourtant une petite minorité.

Les méthodes des fascistes

Les travailleurs déclenchèrent la grève générale. Les fascistes envoyèrent leurs autobus briser chaque grève localement et, avec une petite minorité organisée, ils balayèrent les organisations ouvrières. Après cela, il y eut des élections et les ouvriers terrorisés élurent le même nombre de députés. Ces derniers protestèrent au Parlement jusqu'à sa dissolution. C'est là la différence entre pouvoir formel et pouvoir réel. Ces députés étaient tous

persuadés détenir le pouvoir, pourtant cet immense mouvement empli de l'esprit de sacrifice fut balayé, écrasé, réduit à néant par quelque 10 000 fascistes bien organisés, prêts à se sacrifier et ayant de bons chefs militaires.

Aux États-Unis, les choses pourraient se passer autrement, mais ce sont fondamentalement les mêmes tâches qui s'y posent. J'ai lu des choses sur la tactique qu'emploie Hague[2]. C'est une répétition générale d'un putsch fasciste. Il représente des petits patrons que l'aggravation de la crise a rendus enragés. Il a son gang, ce qui est absolument inconstitutionnel. C'est très, très contagieux. La crise s'approfondissant, cela se répandra dans tout le pays et Roosevelt, qui est un très bon Démocrate, dira : « *Peut-être est-ce la seule solution.* »

C'était la même chose en Italie. Il y eut un ministre pour inviter les socialistes[3]. Les socialistes refusèrent. Il admit alors les fascistes. Il pensait qu'ils pourraient faire contrepoids aux socialistes, mais ils balayèrent aussi ce ministre. Je pense maintenant que l'exemple du New Jersey est très important. Nous devrions tout utiliser, mais cela particulièrement. Je vais proposer une série d'articles sur comment les fascistes ont vaincu. Nous pouvons vaincre de la même façon, mais il nous faut avoir un petit groupe de gens armés ayant le soutien du grand corps des travailleurs. Nous devons avoir la meilleure discipline, des ouvriers organisés, des comités de défense, autrement nous serons écrasés, et je pense qu'aux États-Unis nos camarades ne se rendent pas compte de l'importance de cette question. Une vague fasciste peut se répandre en deux ou trois ans et les meilleurs dirigeants ouvriers seront lynchés de la pire des façons, tout comme les Noirs dans le Sud. Je pense que la terreur aux États-Unis sera la plus terrible de toutes. C'est pour cela que nous devons commencer très modestement, c'est-à-dire avec des groupes de défense, mais il faut mettre cela en route immédiatement.

Question. *Comment nous y prendre concrètement pour mettre sur pied des groupes de défense ?*

Trotsky. C'est très simple. Lors d'une grève, avez-vous un piquet de grève ? Lorsque la grève est finie, nous devons dire qu'il faut rendre ce piquet permanent afin de défendre notre syndicat.

Question. *Est-ce que le parti doit créer lui-même le groupe de défense avec ses propres membres ?*

Trotsky. Les mots d'ordre du parti doivent être avancés là où nous avons des sympathisants et des ouvriers qui nous défendront. Mais un parti ne peut pas créer une organisation de défense indépendante. Notre tâche consiste à créer une telle structure dans les syndicats. Il nous faut des

groupes de camarades très disciplinés, avec à leur tête des gens prudents qui ne se laissent pas aisément provoquer, car on peut facilement provoquer de tels groupes. La tâche principale pour l'année prochaine devrait consister à éviter les conflits et les échauffourées sanglantes. Nous devons les réduire au minimum, avec une minorité organisée durant les grèves comme en période de calme. Quant à empêcher les réunions fascistes, c'est une question de rapport de force. Seuls, nous ne sommes pas forts, mais nous proposons le front unique.

Hitler explique ses succès dans son livre. La social-démocratie était extrêmement puissante. Il envoya une bande avec Rudolf Hess dans une réunion publique social-démocrate. Il dit qu'à la fin du meeting, ses trente gars en avaient expulsé tous les ouvriers, lesquels avaient été dans l'incapacité de leur opposer une résistance. C'est là qu'il sut qu'il allait l'emporter. Les ouvriers n'étaient organisés que pour verser leurs cotisations, sans qu'on les prépare en rien pour d'autres tâches. Maintenant nous devons faire ce qu'a fait Hitler, mais dans un sens inverse. Envoyer quarante à cinquante hommes pour disperser une réunion publique. Cela a une très grande importance. Les ouvriers se trempent, ils deviennent des éléments combattifs. Ils deviennent des hérauts. Les petits bourgeois se mettent à les prendre au sérieux. Un tel succès ! Cela a une énorme importance en cela que la grande masse, qui est aveuglée, arriérée et opprimée, ne peut être soulevée que par des succès. Nous ne pouvons soulever que l'avant-garde, mais celle-ci doit à son tour soulever les autres. Nous pouvons commencer à Minneapolis, où nous avons des camarades qui ont du poids et du savoir-faire, et donner l'exemple à tout le pays.

Je pense qu'il serait utile de discuter un peu cette partie du projet qui n'est pas suffisamment développée dans notre texte. Il s'agit de la partie théorique générale. Lors de la précédente discussion, j'ai fait remarquer que la partie théorique du programme, en tant qu'analyse générale de la société, n'est pas pleinement développée dans le projet, mais qu'elle est remplacée par quelques brèves indications. D'un autre côté, le projet ne comporte pas de chapitres qui traitent de la révolution, de la dictature du prolétariat, et de la construction de la société après la révolution. Il ne couvre que la période de transition. Nous avons répété bien souvent que le caractère scientifique de notre activité consiste en ce que nous adaptons notre programme, non pas à la conjoncture politique ou à l'humeur des masses telle qu'elle est aujourd'hui, mais à la situation objective, telle que la représente la structure de classe économique de la société. La mentalité des masses peut être arriérée ; la tâche politique du parti est alors d'amener

cette mentalité à s'harmoniser avec les faits objectifs, de faire comprendre aux ouvriers quelles tâches objectives se posent à eux. Mais nous ne pouvons pas adapter le programme à la mentalité arriérée des ouvriers ; la mentalité, l'humeur sont un facteur secondaire : le facteur primordial, c'est la situation objective. Voilà pourquoi nous avons entendu ces critiques ou ces commentaires considérant que certaines parties du programme ne correspondent pas à la situation.

Notre programme doit être adapté à la situation objective

Partout je demande : que devrions-nous faire ? Adapter notre programme à la réalité objective ou à la mentalité des travailleurs ? Et je pense que nous devons poser cette question à chaque camarade qui dit que notre programme ne répond pas à la situation en Amérique. Ce programme est un programme scientifique. Il se fonde sur une analyse objective de la situation objective. Il ne peut être compris par les ouvriers dans son ensemble. Ce serait une très bonne chose que l'avant-garde le comprenne dans la période qui vient et qu'elle se tourne alors vers les travailleurs pour leur dire : « *Vous devez vous-mêmes vous défendre contre le fascisme.* »

Que voulons-nous dire par « situation objective » ? Ici, nous devons analyser les conditions objectives pour une révolution sociale. Ces conditions sont exposées dans les œuvres de Marx et d'Engels, et elles demeurent inchangées dans leur essence aujourd'hui. D'abord, disait Marx, aucune société ne disparaît avant d'avoir épuisé toutes ses possibilités. Qu'est-ce que cela signifie ? Que notre volonté subjective ne nous permet pas d'éliminer une société, que, pour ce faire, nous ne pouvons pas organiser une insurrection à la façon des blanquistes. Que signifient « les possibilités » ? Qu'une « société ne peut pas disparaître » ? Aussi longtemps qu'une société a la capacité de développer les forces productives et de rendre une nation plus riche, elle demeure forte, stable. Telle était la condition de la société esclavagiste, du féodalisme, et de la société capitaliste. Nous en arrivons à un point très intéressant que j'ai analysé précédemment dans mon introduction au *Manifeste communiste*[4]. Marx et Engels ont attendu une révolution toute leur vie. Et ils s'attendaient surtout à une révolution durant les années 1848-1850. Pourquoi cela ? Ils disaient que, ayant pour fondement le profit privé, le système capitaliste était devenu un frein au développement des forces productives. Était-ce juste ? Oui et non. C'était juste en ce sens que, si les ouvriers avaient été capables de satisfaire aux besoins du 19^e siècle et de s'emparer du pouvoir, le développement des forces productives eût été plus rapide et la nation plus riche. Mais étant donné que les ouvriers n'en

ont pas eu la capacité, le système capitaliste subsista avec ses crises, etc. Cependant la ligne générale était ascendante. La dernière guerre (1914-1918) résulta du fait que, le marché mondial étant devenu trop étroit pour le développement des forces productives, chaque nation tenta de repousser toutes les autres et de s'emparer du marché mondial pour son propre usage. Elles n'y parvinrent pas et nous voyons maintenant que la société capitaliste entre dans une nouvelle phase. Nombreux sont ceux qui disent que c'était là le résultat de la guerre, mais la guerre résultait du fait que la société avait épuisé ses possibilités. La guerre ne faisait qu'exprimer son incapacité à poursuivre son expansion. Après la guerre, nous avons cette crise historique qui devient de plus en plus aiguë. Le développement du capitalisme a partout été caractérisé par la prospérité et les crises, mais quand on additionnait les périodes de crises et celles de prospérité, on avait un bilan de croissance. À partir de la guerre, nous voyons que les cycles de crise et de prospérité s'inscrivent sur une pente descendante. Cela signifie maintenant que cette société a épuisé toutes ses possibilités internes et qu'elle doit être remplacée par une nouvelle société, ou alors l'ancienne société ira à la barbarie, tout comme le firent la civilisation de la Grèce et celle de Rome, qui avaient épuisé leurs possibilités sans qu'une autre classe puisse prendre leur place.

Trois conditions nécessaires pour une nouvelle société

Tel est le problème actuel, tout particulièrement aux États-Unis. La première condition requise maintenant pour une nouvelle société est que les forces productives soient suffisamment développées pour donner naissance à une société plus élevée. Les forces productives sont-elles assez développées pour cela ? Oui, elles étaient déjà suffisamment développées au 19^e siècle – pas autant qu'aujourd'hui, mais suffisamment. Maintenant, surtout aux États-Unis, il serait très aisé à un bon statisticien de démontrer que, si les forces productives de l'Amérique cessaient d'être bridées, même actuellement elles pourraient doubler ou tripler. Je pense que nos camarades devraient faire une telle enquête statistique.

Deuxième condition requise : il doit y avoir une nouvelle classe porteuse de progrès qui soit suffisamment nombreuse et qui ait assez de poids dans l'économie pour imposer sa volonté à la société. Cette classe c'est le prolétariat. Il doit représenter la majorité de la nation ou avoir la possibilité d'en diriger la majorité. En Angleterre, la classe ouvrière représente la majorité absolue. En Russie, elle était minoritaire mais avait la possibilité de diriger les paysans pauvres. Aux États-Unis, elle constitue au moins la moitié de la population, mais elle a la possibilité de diriger les agriculteurs.

La troisième condition nécessaire est le facteur subjectif. Cette classe doit comprendre la position qu'elle occupe dans la société et elle doit avoir ses propres organisations. Du point de vue de l'histoire, c'est cette condition qui fait actuellement défaut. Du point de vue de la société, la question ne se pose pas seulement en termes de possibilité, mais d'absolue nécessité, en ce sens que ce sera ou bien le socialisme ou bien la barbarie. L'alternative historique, elle est là.

Nous avons mentionné dans la discussion que M. Hague n'est pas quelque vieil homme stupide qui imagine un quelconque système médiéval pour sa ville. C'est un éclairé qui avance au-devant de la classe capitaliste américaine.

Jack London a écrit un livre, *Le Talon de fer*. J'en recommande la lecture. Il fut écrit en 1907. À l'époque, cela pouvait ressembler à un rêve terrible, mais aujourd'hui c'est l'absolue réalité. London présente le développement de la lutte de classe aux États-Unis avec la classe capitaliste qui garde le pouvoir par une répression terrible. On a là l'image du fascisme. Même l'idéologie qu'il dépeint correspond à Hitler. C'est très intéressant.

À Newark[5], le maire commence à imiter Hague, tous deux étant inspirés par le grand patronat. Il est absolument certain que Roosevelt se rendra compte qu'avec la crise, il ne peut rien faire par des moyens démocratiques. Il n'est pas ce fasciste que les staliniens proclamaient en 1932. Mais ses initiatives seront paralysées. Que peut-il faire ? Les ouvriers sont mécontents. Les grands patrons sont mécontents. Il ne peut que manœuvrer jusqu'au terme de son mandat et ensuite faire ses adieux. Un troisième mandat est absolument exclu pour Roosevelt.

L'imitation du maire de Newark a une énorme importance. D'ici deux à trois ans, vous pouvez avoir un puissant mouvement fasciste aux couleurs de l'Amérique. Qu'est-ce que Hague ? Il n'a rien à voir avec Mussolini ou Hitler, mais c'est un fasciste américain. Pourquoi a-t-il surgi ? Parce que la société ne peut plus être dirigée par des moyens démocratiques.

Naturellement, on ne saurait se permettre de céder à l'hystérie.

Il y a un danger indiscutable de voir la classe ouvrière submergée par les événements, mais nous ne pouvons combattre ce danger qu'en développant de façon énergique et systématique notre propre activité, avec des mots d'ordre révolutionnaires adéquats et non pas en faisant des efforts fantastiques pour essayer de sauter par-dessus notre propre tête.

La démocratie n'est que la loi du grand patronat. Il nous faut bien comprendre ce que Lundberg[6] a montré dans son livre, que soixante familles gouvernent les États-Unis. Et comment ? Jusqu'à présent par des

méthodes démocratiques. Elles sont une petite minorité, entourée des classes moyennes, de la petite bourgeoisie, des ouvriers. Elles doivent avoir les moyens d'intéresser les classes moyennes à cette société. Il ne faut pas qu'elles les désespèrent. La même chose vaut pour le monde ouvrier. En tout cas pour ses couches supérieures. Et celles-ci, en cas de conflit avec les couches inférieures de la classe ouvrière, peuvent en briser les possibilités révolutionnaires, et on a là le seul moyen de faire fonctionner la démocratie.

Un régime « démocratique » n'est possible que pour des nations riches

Ce régime démocratique est le moyen de gouvernement le plus aristocratique. Et seule une nation riche en a la possibilité.

Chaque démocrate britannique dispose de neuf ou dix esclaves travaillant aux colonies. La société de la Grèce antique était une démocratie fondée sur l'esclavage. En un certain sens, on peut dire la même chose de la démocratie britannique, de la Hollande, de la France, de la Belgique. Les États-Unis n'ont pas de colonies à proprement parler, mais ils ont l'Amérique latine, et le monde tout entier est une espèce de colonie pour les États-Unis, sans parler du fait qu'ils possèdent le continent le plus riche et qu'ils ont pu se développer sans avoir d'héritage féodal à supporter. C'est une nation privilégiée par l'histoire, mais les nations capitalistes privilégiées ne diffèrent des nations capitalistes situées au plus bas de l'échelle que sous l'angle des délais. L'Italie, la plus pauvre des grandes nations capitalistes, fut la première à devenir fasciste. L'Allemagne fut la seconde parce qu'elle n'avait ni colonies ni riches pays sous sa dépendance et que, sur une base aussi mince, l'Allemagne avait épuisé toutes ses possibilités, sans que les travailleurs puissent y prendre la place de la bourgeoisie. Maintenant c'est au tour des États-Unis, et cela même avant la Grande-Bretagne ou la France. Notre parti a pour devoir de saisir chaque ouvrier américain et de le secouer dix fois jusqu'à ce qu'il comprenne dans quelle situation se trouvent les États-Unis. On n'a pas affaire à une crise de la conjoncture, mais à une crise de la société. Notre parti peut jouer un très grand rôle. Ce qui est difficile pour un jeune parti qui évolue dans une atmosphère chargée de vieilles traditions et d'hypocrisie, c'est de lancer un mot d'ordre révolutionnaire. « *C'est absurde* », « *cela ne convient pas pour l'Amérique* », mais il se peut que cela change quand vous mettez en avant des slogans révolutionnaires de notre programme. Certains en riront. Mais le courage, pour un révolutionnaire, n'est pas seulement d'affronter les balles ; il doit aussi

savoir affronter les rires des imbéciles qui forment la majorité. Mais lorsque l'un d'entre eux se fera rosser par le gang de Hague, il pensera qu'il est bon d'avoir un comité de défense et son attitude ironique changera.

Question. *L'idéologie des travailleurs ne fait-elle pas partie des facteurs objectifs ?*

Trotsky. Pour nous qui sommes une toute petite minorité, tout cela est objectif, y compris la mentalité des ouvriers. Mais nous devons analyser et classer ceux des éléments de la situation objective que notre journal peut faire changer et ceux qui ne se trouvent pas dans ce cas. C'est pour cela que nous disons que le programme est adapté aux éléments fondamentaux et stables de la situation objective et que notre tâche consiste à adapter la mentalité des masses à ces facteurs objectifs. Adapter cette mentalité, c'est une tâche pédagogique. Nous devons avoir de la patience, etc. La crise de la société est la donnée fondamentale de notre activité. La mentalité des masses, c'est l'arène politique de notre activité. Nous devons la changer. Nous devons fournir une explication scientifique de la société, et l'exposer clairement aux masses. C'est là la différence entre le marxisme et le réformisme.

Les réformistes ont du flair pour savoir ce que les gens qui les entourent veulent entendre – comme Norman Thomas[7], c'est ce qu'ils leur donnent. Mais cela, ce n'est pas agir sérieusement pour un révolutionnaire. Nous devons avoir le courage d'être impopulaires, de dire : « *Vous êtes des idiots* », « *Vous êtes stupides* », « *Ils vous trahissent* » et, chaque fois que nécessaire, d'avancer nos idées avec passion, au risque de scandaliser certains. Il est nécessaire de secouer les ouvriers de temps en temps, de leur expliquer, et ensuite de les secouer encore – tout cela relève de l'art de la propagande. Mais cela doit se faire de façon scientifique et ne pas dépendre de l'humeur des masses. Nous sommes les plus réalistes qui soient car nous prenons en compte des faits que ne peuvent changer l'éloquence d'un Norman Thomas. Si nous rencontrons un succès immédiat, alors nous nageons avec le courant des masses, et ce courant c'est la révolution.

Question. *Parfois je pense que nos propres dirigeants ne sentent pas ces problèmes.*

Trotsky. Il s'agit probablement de deux choses différentes. L'une est de comprendre, l'autre de le sentir avec ses muscles, les fibres de son être. Il est actuellement nécessaire de comprendre au plus profond de soi que nous devons changer de politique. C'est un problème non seulement pour le parti, mais aussi pour ceux qui le dirigent. Nous avons eu des discussions,

des divergences. On ne peut pas arriver au même point de vue tous en même temps. Il y a toujours des frictions. Elles sont inévitables et même nécessaires. C'était le but de ce programme, provoquer la discussion.

Question. *Combien de temps pouvons-nous consacrer à la discussion parmi nos dirigeants ?*

Trotsky. C'est très difficile à dire. Cela dépendra de multiples facteurs. Nous ne pouvons pas non plus y consacrer un temps très long. Nous devons dès maintenant mettre en œuvre notre nouvelle orientation. Elle est nouvelle et ancienne. Elle a pour base toute notre activité précédente, mais elle ouvre maintenant un nouveau chapitre. En dépit des erreurs, des frictions, et des affrontements, un nouveau chapitre s'ouvre qui requiert que nous mobilisions toutes nos forces dans une attitude plus énergique. L'important, lorsque le programme aura pris sa forme définitive, sera de très bien connaître ses mots d'ordre et d'en user adroitement afin que, dans toutes les parties du pays, chacun recoure aux mêmes mots d'ordre au même moment. 3 000 personnes peuvent ainsi donner l'impression d'être 15 000 ou 50 000.

Question. *Les camarades peuvent être d'accord dans l'abstrait avec ce programme, mais avons-nous des camarades assez expérimentés pour faire pénétrer nos mots d'ordre parmi les masses ?*

Trotsky. Notre parti est un parti de la classe ouvrière américaine. Vous devez vous souvenir qu'aux États-Unis il n'y a jamais eu de puissant mouvement du prolétariat, sans même parler d'une puissante révolution prolétarienne. En 1917, nous n'aurions pas eu la possibilité de vaincre s'il n'y avait pas eu 1905. Ma génération était composée de très jeunes gens. Durant ces douze années[8], nous avons eu de multiples occasions de comprendre nos défaites, de les corriger et de vaincre. Mais même alors, nous avons encore perdu face aux bureaucrates nouvellement apparus. C'est pourquoi nous ne pouvons prévoir si notre parti mènera la classe ouvrière à la victoire. Il se peut que les ouvriers américains, qui sont patriotes, qui ont un niveau de vie élevé, se soulèvent, mènent des grèves. D'un côté on a Hague, de l'autre on trouve Lewis[9]. Cela peut durer longtemps, des années et des années, et durant tout ce temps nos militants se renforceront, deviendront plus sûrs d'eux-mêmes, et les ouvriers diront : « *Eux seuls savent discerner quel chemin il faut prendre.* » Il n'y a que la guerre qui produise des héros de guerre. Pour débiter, nous avons d'excellents éléments, des hommes de valeur, bien éduqués, une bonne équipe, et pas une petite équipe. En ce sens, d'une façon générale, je suis plein d'optimisme. Ensuite, je pense que la transformation de la mentalité des ouvriers américains va s'accomplir à un rythme très rapide. Que faire ?

Tout le monde est inquiet, cherche quelque chose de neuf. C'est très favorable à la propagande révolutionnaire.

Nous devons nous souvenir qu'à côté des éléments de l'aristocratie ouvrière, il existe aussi des éléments plus pauvres dans la classe ouvrière. Les ouvriers américains éduqués ont des côtés positifs, mais aussi des côtés négatifs, tout comme les sports anglais. Il s'agit d'une très bonne chose, mais également d'un moyen de démoraliser les travailleurs. Toute l'énergie révolutionnaire se déversait vers les activités sportives. Nation capitaliste la plus intelligente, les Britanniques ont poussé dans ce sens. Les sports devraient se trouver aux mains des syndicats comme faisant partie de l'éducation révolutionnaire. Mais vous avez une bonne part de la jeunesse et des femmes qui ne sont pas assez riches pour y avoir accès. Nous devons avoir des tentacules qui pénètrent partout au plus profond des couches de la classe ouvrière.

Question. *Je pense que le parti a bien avancé depuis son dernier congrès.*

Trotsky. Un tournant très important a été accompli. C'est une arme, et il faut maintenant s'en servir dans le cadre d'une action concentrée. Une agitation générale dispersée ne peut pas pénétrer dans l'esprit des masses non éduquées. Mais si vous répétez les mêmes mots d'ordre, en les adaptant à la situation, alors la répétition, qui est la mère de l'enseignement^[10], agira pareillement en politique. Il arrive très souvent non seulement qu'un intellectuel, mais même un ouvrier s'imagine que tout un chacun comprend ce qu'il a appris. Il est nécessaire de répéter avec insistance, de répéter quotidiennement et partout. Donner une impression homogène : voilà la tâche du projet de programme.

7 juin 1938

[1] C'est une omission dans la transcription des propos de Trotsky. D'ailleurs, un peu plus loin, Trotsky, qui revient sur cette question, utilise l'expression « dictature du prolétariat ». [Toutes les notes ont été établies par l'éditeur].

[2] Maire démocrate de Jersey City, près de New York, Frank Hague (1876-1956) agissait plus ou moins comme un fasciste.

[3] La transcription ne le précise pas, mais il faut comprendre qu'il les invita à entrer au gouvernement.

[4] Pour les 90 ans du *Manifeste communiste*, Trotsky écrivit, le 30 octobre 1937, la préface à sa première édition en langue afrikaans. Cette préface est connue sous le titre : *L'actualité du Manifeste communiste*.

[5] Ville située près de New York.

[6] Économiste et journaliste, Ferdinand Lundberg (1902-1995) venait de publier en 1937 *America's Sixties Families* (ce qui, en français, pourrait se traduire par : l'Amérique des soixante familles).

[7] Ancien pasteur de l'Église presbytérienne, N. Thomas devint, dans les années 1920, un dirigeant de PSA (Parti socialiste américain), dont il allait être six fois le candidat à l'élection présidentielle.

[8] Celles qui séparent la première révolution russe de 1905 des révolutions de février et d'octobre 1917.

[9] Bureaucrate syndical et soutien de Roosevelt, John L. Lewis fut notamment un des fondateurs du CIO avant d'en scissionner pour rejoindre l'AFL.

[10] Proverbe latin, un peu transformé, passé dans le langage courant en russe.

Table des matières

Programme de transition

Les prémisses objectives de la révolution socialiste

Le prolétariat et sa direction

Programme minimum et programme de transition

Échelle mobile des salaires et échelle mobile des heures de travail

Les syndicats à l'époque de transition

Les comités d'usine

Le « secret commercial » et le contrôle ouvrier sur l'industrie

L'expropriation de certains groupes capitalistes

L'expropriation des banques privées et l'étatisation du système de crédit

Les piquets de grève, les groupes de défense, la milice ouvrière, l'armement du prolétariat

L'alliance des ouvriers et des paysans

La lutte contre l'impérialisme et la guerre

Le gouvernement ouvrier et paysan

Les soviets

Les pays arriérés et le programme des revendications transitoires

Le programme des revendications transitoires dans les pays fascistes

La situation de l'URSS et les tâches de l'époque de transition

Contre l'opportunisme et le révisionnisme sans principes

Contre le sectarisme

Place à la jeunesse ! Place aux femmes travailleuses !

Sous le drapeau de la IV^e Internationale !

Discussions avec Léon Trotsky sur le Programme de transition

Pourquoi le projet de programme n'est pas complet

Les méthodes des fascistes

Notre programme doit être adapté à la situation objective

Trois conditions nécessaires pour une nouvelle société

Un régime « démocratique » n'est possible que pour des nations riches